

# SUJETS DE L'ÉPREUVE ORALE DE SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

**BACCALAUREAT ES** 

**SESSION DE JUIN 2017** 

INSPECTION PEDAGOGIQUE REGIONALE

### Note aux examinateurs de l'épreuve orale du second groupe en SES (session 2017)

Cette 27<sup>ème</sup> édition de sujets harmonisés pour l'épreuve orale de Sciences Économiques et Sociales du Baccalauréat ES a pu être réalisée grâce au concours d'un groupe de collègues qui a élaboré un ensemble de sujets.

L'utilisation de ce fascicule doit assurer une meilleure égalité des chances entre les candidats. Au-delà, il paraît souhaitable que les examinateurs adoptent une attitude commune en ce qui concerne les conditions d'évaluation. A cette fin, il semble nécessaire de rappeler les recommandations suivantes :

- Les examinateurs sont tenus d'utiliser exclusivement des sujets provenant de cette banque, mais ils peuvent opérer une sélection en son sein .
- Il est demandé aux examinateurs d'afficher la partie de note de service n° 2011-151 du 3-10-2011 publiée au Bulletin officiel spécial n°7 du 6 octobre 2011 qui concerne les modalités de l'épreuve orale de contrôle aux portes des salles d'examen afin d'informer les candidats de leurs droits et de leurs devoirs et d'éviter ainsi toute contestation ultérieure (cette note est reproduite page 3).
- Chaque examinateur veille à proposer deux sujets dont les questions principales portent sur des champs différents du programme (science économique ; sociologie ; regards croisés).
- Le candidat traite l'un des deux sujets mis à sa disposition pour la durée de l'épreuve; de plus le candidat doit garder avec lui les 2 sujets tirés au sort pendant toute la durée de préparation de l'épreuve.
- Par ailleurs, il conviendra, lors de l'entretien, d'éviter d'interroger le candidat sur un nouveau sujet qu'il n'aurait pu préparer.
- L'examinateur doit respecter strictement le barème consigné sur le sujet.
- Il est rappelé également que l'enseignant ne doit pas demander au candidat la note qu'il a obtenue à l'écrit ni faire des remarques désobligeantes sur l'enseignement qu'il a reçu. Le livret scolaire mis à la disposition du jury lors des délibérations ne doit pas être consulté par l'examinateur avant qu'il ait mis sa note.
- Enfin chaque examinateur tiendra un registre des sujets qu'il a proposés à chaque candidat accompagné de ses remarques de façon à pouvoir justifier sa notation en cas de contestation (à cette fin, nous avons ajouté à ce fascicule, une proposition de grille d'évaluation page 6).

#### **RAPPEL**

#### Recommandation de la commission académique de mise en place des nouvelles épreuves

L'objet de l'oral de contrôle est de vérifier la connaissance des notions de base, la maîtrise des outils et des savoir-faire.

#### Remarques liminaires:

- 30 mn de préparation et 20 mn de passage.
- Le candidat a le choix entre 2 sujets dont la question principale porte sur deux champs différents du programme (science économique, sociologie et regards croisés).
- Chaque sujet est composé de deux documents courts, simples et de nature différente.

#### Le sujet comprend deux parties :

- Première partie intitulée « Questions simples» (10 points) :
  - Deux questions simples de connaissance chacune sur 3 points portant :
    - pour l'enseignement spécifique, sur les 2 autres champs que celui de la question principale.
    - pour l'enseignement de spécialité, sur deux parties différentes de ce programme.
    - Est attendue une réponse courte et simple
  - Une question de savoir-faire sur 4 points et portant sur un des 2 documents.
- Deuxième partie intitulée « Question principale » (10 points) :
  - Ce qui est attendu :
    - Le candidat doit développer un raisonnement ;
    - Rassembler et mettre en ordre des informations issues du dossier documentaire et de ses connaissances
  - Ce qui n'est pas exigé :
    - Une problématisation
    - L'exhaustivité de la réponse
    - La présence d'une introduction et d'une conclusion

Vous trouverez page suivante les extraits du texte du B.O. qu'il vous est demandé d'afficher devant votre salle d'examen.

## ÉPREUVE ORALE DE SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES NOTE AUX CANDIDATS

#### **DURÉE DE L'ÉPREUVE:**

Temps de préparation : 30 minutes.

Durée de l'interrogation : 20 minutes.

#### **COEFFICIENT**:

Pour les candidats qui ont composé en enseignement spécifique, la note de l'épreuve orale aura un coefficient 7. Pour les candidats ayant suivi l'un des enseignements de spécialité économie approfondie et sciences sociales et politiques l'épreuve orale aura un coefficient 9

#### NATURE DE L'ÉPREUVE :

#### Rappel du BO n°7 du 6 octobre 2011

Le candidat a le choix entre deux sujets dont les questions principales portent sur des champs différents du programme (science économique ; sociologie ; regards croisés). La question principale, notée sur 10 points, prend appui sur deux documents courts, simples et de nature différente (texte de 1 300 signes au maximum ; documents statistiques de 65 données chiffrées au maximum). Le sujet comporte également trois questions simples, notées sur 10 points, dont l'une, en lien avec l'un des deux documents, porte sur la maîtrise des outils et savoir-faire nécessaires et dont les deux autres permettent de vérifier la connaissance par le candidat des notions de base figurant dans d'autres thèmes du programme. Pour les candidats ayant suivi l'un des enseignements de spécialité économie approfondie et sciences sociales et politiques, ces deux questions concernent obligatoirement cet enseignement.

## SES : grille d'évaluation de l'épreuve orale de contrôle (Proposition)

Nom:	Heure de début de préparation :	NOTE
Prénom :	Heure de début de l'oral :	définitive
N° candidat :	Heure de fin de l'oral :	/ 20
Sujet choisi :	Sujet délaissé :	/ 20

	Question	s simple	s	Questio	n 1	Not	e :	/ 3	Question 2		Not	e :	/ 3
				Faible	Mo	yen	Ві	ien	Faible	Мо	yen	Bie	n
- Compréhension des consignes													
-	Définition d	es notions	clés										
-	Mobilisation	n des méca	anismes										
-	Pertinence	de la répor	nse										
Qu	Question 3 Note: /4		Faible	Mo	yen	Ві	ien		No	ote			
=	Lecture cor données statis							-	questions simples				
-	Sélection e des données								/ 10				

	Question principale	Faible	Moyen	Bien	
-	Respect du sujet				
_	Cohérence du raisonnement				
-	Mobilisation des connaissances pour répondre au sujet				Note question principale
-	Utilisation pertinente des documents :				
	Mobilisation des données statistiques				/ 10
	Mobilisation des informations issues du texte				
-	Qualité de l'expression orale				

Appréciation go	énérale :

#### Liste des contributeurs 2017

Coordonnateurs	Concepteurs	Lycées
ROMENTEAU Odile	BONNET Serge ; DESHAYES Arnaud ;ENJOLERAS Hélène ;LACOSTE Brian ; ROMENTEAU Odile ;VERGEPION Álexandra	LEGT EDGAT QUINET BOURG EN BRESSE
BOCQUET Vincent	BOCQUET Vincent	LYCEE JEANNE D'ARC CESSY
MATHEX Mikael	AURELLE Madeleine ; BOUGHZALA Karim ; LEUTWILLER Christine ;MATHEX Mikael ;PRADAT Alexandre.	LEGT INTERNATIONAL FERNEY VOLTAIRE
GIMENEZ Grégory	ASTAIX Agnes ; GIL Isabelle ; GIMENEZ Grégory ; TAKASSA Saleha ;	LYCEE JEAN PUY ROANNE
DUCREUX Vincent	DUCREUX Vincent ; FRANCON Geneviève	LYCEE SAINT PAUL SAINT ETIENNE
LARGERON Philippe	BONNET Pascal ;CONTAT Nicole ; LARGERON Philippe ; VIERA DA SILVA Victor	LEGT EDOUARD HERRIOT LYON
BUDIN Dominique	BENTOUMI Amir ; BUDIN Dominique ; MORALES Georges	LYCEE JEAN PERRIN LYON
DURAND Amélie	CHRISTOPHE Claudine ;DURAND Amélie ; KAMENGE Honoré ;MAYET Isabelle ;VENTRON Gautiere	LYCEE CLAUDE BERNARD VILLEFRANCHE SUR SAONE
MERGOUX Emilie	LIMONGI Paul ; MERGOUX Emilie ; VIALLET Isabelle	NOTRE DAME DE BELLEGARDE NEÚVILLE SUR SAONE
CHANRION Rémi	CHANRION Rémi ; LEONARDON Marianne	LYCEE IMMACULEE CONCEPTION VILLEURBANNE
BOUCHET Sophie	BOLLIET Dominique, DUGAND Marie Charlotte ; BOUCHET Sophie ; CHARBON NIER Saïda ; GENTET Didier	LYCEE JEAN PAUL SARTRE BRON
BARBOT Eric	BARBOT Eric ; CHARBONNIER Patrick ; JOURDAN An dré ; MOURRIER Franck	LYCEE CONDORCET SAINT PRIEST

BUTSTRAEN Céline	BUTSTRAEN Céline ; GOBBE Christophe ; KETCHDJI Lucile ;MAYEN Patrick	LYCEE GERMAINE TILLION SAINT BEL
ABBONDANZA Nicolas	ABBONDANZA Nicolas ;BOISSIEU Frédéric ;CHEVALLEREAU Miriam ;; FEYRERE Florian	LYCEE AUX LAZARISTE LYON
IMBERT Virginie	AUZAN Stéphanie ; IMBERT Virginie ; RIVAL Jean Michel ;ROLLET Anabelle ;	LYCEE LOUIS ARMAND VILLEFRANCHE SUR SAONE
WAZ Violaine	DOUZIMA Henri ;PETIT Marc ; WAZ Violaine.	LYCEE ALBERT THOMAS ROANNE
KAKMENI Catherine	BELLET Gilles ; KAKMENI Catherine ; LOUAT Sophie	LYCEE SIMONE WEIL SAINT PRIEST EN JAREZ
LARGERON Daniel	BALLON Odile ; LARGERON Daniel ; MESSAD Rachid ; PAYS Karine ; TABOGA Christine	LYCEE FRANCOIS MAURIAC ANDREZIEUX
SARKANY Olivier	LECORNEC Valérie ; SARKANI Olivier ; SONZINI Marion	LYCEE CHEVREUL LYON
CATTIN Laurent	CATTIN Laurent ; STREMSDOERFER Clarence ; THIVILLIER Maurice.	LYCEE LA FAVORITE

#### Groupe de coordination de la journée de validation des sujets d'oral SES 2017

BRUET Catherine	IPR-IA SES
DUSSUCALLE Frédéric	LGT ANTOINE DE ST EXUPERY LYON
VENOT Rodolphe.	LGT ANTOINE DE ST EXUPERY LYON
BOTALLA Michelle	LG DU PARC LYON
DUPLAT Patrick	LGT SAINT JUST Lyon 05
SALVERT Isabelle	LGT AMPERE LYON
DELORME Sandrine	LYCEE DU VAL DE SAONE TREVOUX
BERET-ALLEMAND Marc	LGT PIERRE BROSSOLETTE VILLEURBANNE

#### **TABLE DES MATIERES**

#### Intitulés de la question principale (enseignement spécifique)

#### Science économique

1. Croissance, fluctuations et crises

E1.1 Quelles sont les sources de la croissance économique ?

Montrez que le progrès technique contribue à la croissance économique	Sujet N°1
Montrez que l'accumulation du capital participe à la croissance	Sujet N°2
Vous montrerez comment le progrès technique favorise la croissance économique.	Sujet N°3
Présentez les principaux facteurs qui contribuent à la croissance.	Sujet N°4

E1.2 Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?

Montrez qu'une insuffisance de demande globale peut être à l'origine d'une crise économique.		
Montrez que le cycle du crédit peut être à l'origine de fluctuations économiques.	Sujet N°6	
Vous montrerez comment un choc de demande peut influencer le niveau de la production.	Sujet N°7	
Vous montrerez comment le cycle du crédit peut générer des fluctuations économiques.	Sujet N°8	

2. Mondialisation, finance internationale et intégration européenne

E2.1 Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?

oredation .	
Pour quelles raisons les firmes multinationales délocalisent-elles leur production ?	Sujet N°9
Vous montrerez les avantages et les inconvénients du protectionnisme	Sujet N°10
Vous montrerez que le protectionnisme peut présenter des risques.	Sujet N°11
Montrez quelles ont été les grandes évolutions du commerce international.	Sujet N°12

E2.2 Quelle est la place de l'Union européenne dans l'économie globale?

Eziz Quelle est la place de l'orlion européenne dans réconomie globale :	
Vous montrerez que la mise en place de l'Union Economique et Monétaire	Sujet N°13
(UEM) présente des avantages pour les pays concernés.	
Quels sont les obstacles à une politique de relance au sein de la zone euro ?	Sujet
	N°14
Montrez que la coordination des politiques économiques au sein de l'Union	Sujet
économique et monétaire européenne rencontre des difficultés.	N°15
Quels sont les avantages et les inconvénients pour un pays d'appartenir à	Sujet
l'Union économique et monétaire ?	N°16

3. Économie du développement durable

#### E3.1 La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ?

Vous montrerez que la croissance se heurte à des limites écologiques.		
Vous vous demanderez comment les pouvoirs publics peuvent lutter contre	Sujet	
la dégradation du capital naturel.	N°18	

#### Sociologie

1. Classes, stratification et mobilité sociales

S1.1 Comment analyser la structure sociale?

Montrez que les critères de différenciation sociale sont multiples dans les	Sujet N°19
sociétés post-industrielles.	,
Vous montrerez que la structure sociale actuelle en France peut être analysée	Sujet
en termes de classes sociales.	N°20
Montrez que les inégalités économiques et sociales sont cumulatives.	Sujet
	N°21

S1.2 Comment rendre compte de la mobilité sociale ?

e ne comment office compte de la mobilité cocidie .	
Montrez le rôle de l'école dans la mobilité sociale.	Sujet N°22
Montrez le rôle de la famille dans la reproduction sociale.	Sujet N°23
Montrez le rôle de l'école dans la mobilité sociale.	Sujet N°24

#### 2. Intégration, conflit, changement social

S2.1 Quels liens sociaux dans des sociétés où s'affirme le primat de l'individu ?

Montrez que les évolutions de la famille ne remettent pas en cause son rôle dans l'intégration sociale.	Sujet N°25
Montrez que l'affaiblissement du lien social peut avoir des causes multiples.	Sujet N°26
Montrez que le rôle du travail comme instance d'intégration sociale s'est affaibli.	Sujet N°27

#### S2.2 La conflictualité sociale : pathologie, facteur de cohésion ou moteur du changement social ?

0001011	
Vous montrerez le rôle des syndicats dans les conflits sociaux.	Sujet N°28
Montrez que les conflits sociaux et leur régulation peuvent être facteur de	Sujet
cohésion sociale.	N°29
Présentez les principales mutations des conflits sociaux en France.	Sujet
	N°30

#### Regards croisés

1. Justice sociale et inégalités

RC1.1 Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?

Montrez que les pouvoirs publics utilisent différents instruments pour lutter contre les inégalités.	Sujet N°31
La fiscalité permet-elle de réduire les inégalités de revenus ?	Sujet N°32
Montrez que la redistribution opérée par les pouvoirs publics contribue à lutter contre les inégalités.	Sujet N°33
Montrez que, selon la conception de l'égalité retenue, l'action des pouvoirs publics pour plus de justice sociale peut être différente.	Sujet N°34

#### 2. Travail, emploi, chômage

RC2.1 Comment s'articulent marché du travail et organisation dans la gestion de l'emploi ?

- to	
Montrez les effets de l'hétérogénéité du facteur travail sur le marché du travail.	Sujet N°35
Vous montrerez que le taux de salaire n'est pas seulement déterminé par le	Sujet
fonctionnement du marché.	N°36
Montrez que le taux de salaire dépend du résultat de négociations salariales	Sujet
et de l'intervention de l'Etat.	N°37

RC2.2 Quelles politiques pour l'emploi ?

Montrez que les politiques de formation et de flexibilisation permettent de	Sujet
réduire la composante structurelle du chômage	N°38
Vous montrerez que les politiques d'allègement du coût du travail permettent	Sujet N°39
de lutter contre le chômage.	
Vous montrerez que les politiques de formation peuvent contribuer à réduire	Sujet
la composante structurelle du chômage.	N°40



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn

#### Questions simples (10 points):

- 1. Présentez les caractéristiques de la démocratie délibérative . [3 points]
- 2. Expliquez la notion de répertoire d'action politique . [3 points]
- 3. Quelle est la signification du nombre en gras souligné dans le document 1 ? [4 points]

#### Question principale (10 points):

Montrez que le progrès technique contribue à la croissance économique.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

#### Document 1

Taux de croissance annuels moyens(1), 1985-2010 (en %)

	PIB	Facteur capital	Facteur travail	<b>PGF</b> (2)
France	1,8	0,7	0,2	<u>1,0</u>
Irlande	4,4	0,9	0,9	2,7
Etats-Unis	2,6	0,9	0,7	1,1
Italie	1,4	0,8	0,2	0,4
Belgique	2,3	0,7	0,2	1,3
Corée du Sud	6,1	1,7	0,6	3,8

Source: OCDE 2012 (1) Certaines données ont été arrondies (2) PGF: productivité globale des facteurs

#### Document 2

Le progrès technique est une notion très large, car il s'applique à l'ensemble des innovations entraînant une amélioration qualitative des facteurs de production mais aussi des méthodes de production, de l' organisation du travail ou des marchés. Dans tous les cas, le progrès technique améliore la productivité globale des facteurs, c'est-à-dire le rapport entre la production et le volume total de facteurs utilisé. Pour les néo-classiques, le progrès technique désigne l'ensemble des éléments qui permettent d'augmenter la production à volume de travail et de capital inchangé. C'est un résidu, selon l'expression de R. Solow c'est-à-dire la part inexpliquée (résiduelle) de la croissance, une fois que l'on a pris en compte l'augmentation quantitative des facteurs de production. On parle encore de progrès technique autonome, car il intervient comme un troisième facteur, distinct du capital et du travail, indépendamment des comportements économiques des agents.

Source: A.Beitone et alii, Aide mémoire d'économie, Sirey 2012.



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°2

#### Questions simples (10 points):

- 1 .Présentez les caractéristiques du régime parlementaire. [3 points]
- 2. Illustrez par deux exemples la notion de « culture politique » . [3 points]
- 3. Exprimez la signification du nombre souligné dans le document 1 . [4 points]

#### Question principale (10 points):

Montrez que l'accumulation du capital participe à la croissance.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

#### Document 1

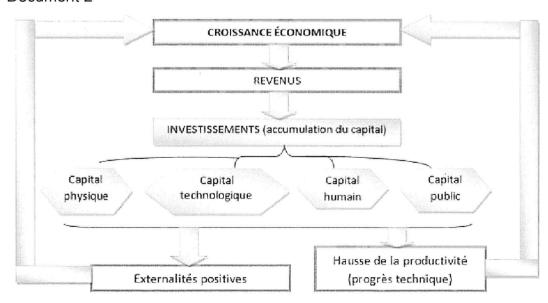
Contribution à la croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée de l'économie marchande française (En points de %)

	1980-1990	1990-1995	1995-2000
Volume de la valeur ajoutée (1)	2,42	0,50	2,20
(croissance annuelle moyenne en %)			
Capital :	1,28	1,18	0,90
Travail :	- 0,6	- 0,83	0,17
Productivité globale des facteurs	<u>1,74</u>	0,15	1,13

<sup>(1)</sup> Correspond au PIB marchand.

Source : D'après G. Cette, J. Mairesse, Y. Kocoglu, « Croissance économique et diffusion des TIC : le cas de la France sur longue période (1980-2000) », Notes d'études et de recherche, Banque de France, 2001.

#### Document 2



Source: www.pedagogie.ac-aix-marseille.fr

Ce suiet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'épreuve.



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°3

#### Questions simples (10 points):

1. Qu'entend-on par société civile organisée ? [3 points]

2. Présentez les principaux déterminants de l'abstention électorale. [3 points]

3. Faites une phrase avec le chiffre souligné et en gras. (Document 1) [4 points]

#### Question principale (10 points):

Vous montrerez comment le progrès technique favorise la croissance économique.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

#### Document 1

**Croissance annuelle moyenne en volume (1985-2010)** 

En %	Main d'oeuvre	Capital en TIC	Capital hors TIC	PGF	Croissance du PIB
Allemagne	-0,17	0,29	0,31	1,07	1,50
Etats-Unis	0,94	0,54	0,32	1,09	2,89
Japon	-0,35	0,40	0,45	1,60	2,10
France	0,04	0,24	0,31	1,16	1,75
Canada	1,18	0,44	0,66	0,37	2,65

Source: Ocde. 2011

TIC: technologies de l'information et de la communication

PGF: productivité globale des facteurs

#### Document 2

Aujourd'hui que l'économie mondiale connaît une crise économique majeure, l'innovation apparaît comme un levier essentiel pour sortir d'une spirale déflationniste et d'une tendance à l'intensification de la concurrence par les prix. Elle constitue un moteur positif pour relancer la consommation et le renouvellement des produits et services, tout en donnant au grand public une autre vision de l'activité des entreprises. Comme le soulignait un dirigeant [...] que nous avons rencontré, « c'est en temps de crise qu'il faut investir dans l'innovation, pour préparer la sortie de crise mais aussi parce que l'innovation exige du temps ». En effet, les investissements dans l'innovation doivent être contra-cycliques¹, c'est-à-dire qu'il faut dépenser davantage lorsque la situation économique est peu propice pour contribuer à relancer la croissance.

Source: « Pour une nouvelle vision de l'innovation », La documentation française, 2008.

Se dit d'une politique qui suit une tendance inverse à celle des cycles de croissance



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°4

#### Questions simples (10 points):

- 1. Qu'est-ce que la culture politique ? [3 points]
- 2. Quelles sont les principales institutions européennes ? [3 points]
- 3. Faites une phrase avec le chiffre souligné et en gras. (Document 1) [4 points]

#### Question principale (10 points):

Présentez les principaux facteurs qui contribuent à la croissance.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous.

#### **Document 1**

#### Dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD) et PIB.

	DIRD en milliards de dollars constants 2005		de dollars annuelle moyenne		Croissance annuelle moyenne du PIB (en %)
	2001	2011	2001-2011	2001-2011	
France	38,5	44,1	1,24	1,10	
Japon	113,1	133,2	<u>1,50</u>	0,63	
Corée du Sud	22,6	55,4	8,49	4,12	
Espagne	9,6	16,8	5,21	1,72	
Royaume-Uni	31,4	36,8	1,45	1,55	
Etats-Unis	307,8	382,5	1,99	1,60	

Source: OCDE, 2012.

#### **Document 2**

Pour l'essentiel, le capital humain se développe au moyen de l'éducation ou de la formation, qui a pour effet d'accroître la productivité économique d'un individu. Les gouvernements, les employés et les employeurs investissent tous dans le capital humain en consacrant du temps et de l'argent à l'éducation et à la formation. Les gouvernements consacrent des deniers publics à l'éducation dans l'idée qu'une population mieux éduquée contribuera à un développement plus rapide. Les employeurs prennent en charge la formation de leurs employés dans l'attente d'un surcroît de productivité qui leur permettra à la fois de rentrer dans leurs frais et de réaliser des bénéfices supplémentaires. Enfin, les individus sont souvent prêts à consacrer du temps et de l'argent à l'éducation et à la formation parce que, dans la plupart des pays, ceux qui sont plus éduqués et qualifiés gagnent mieux leur vie. En effet, les employés instruits et qualifiés sont généralement mieux à même de produire plus, et les employeurs ont tendance à reconnaître cela en leur offrant des salaires plus élevés.

Source: Banque mondiale, www.worldbank.org, , 21 mai 2007.



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°5

#### Questions simples (10 points):

- 1. Quel est l'impact de la socialisation secondaire sur les comportements politiques des individus ? [3 points]
- 2. Quels sont les inconvénients du scrutin majoritaire ? [3 points]
- 3. Faites une phrase présentant l'information apportée par chaque donnée soulignée en gras dans le document 2. **[4 points]**

Question principale (10 points) : Montrez qu'une insuffisance de demande globale peut être à l'origine d'une crise économique.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

#### **Document 1**

Dans une économie ouverte, la demande globale dépend du niveau des exportations, c'est à dire de la demande extérieure et donc de l'évolution des revenus et de l'activité dans le reste du monde. Mais pour la plupart des pays développés, le moteur principal de l'activité est la demande intérieure des ménages pour les biens de consommation ou la construction de logements. Cette demande des ménages dépend surtout de leur revenu courant et de leurs anticipations quant à la stabilité future de leur emploi et de leurs revenus.

Vient ensuite l'investissement des entreprises [...]. Là encore la demande s'explique d'abords par les prévisions. [...] Les taux d'intérêt influencent aussi l'investissement. Les dépenses publiques contribuent [...] à la demande de biens privés par le biais des investissements publics.

Source : Jacques Généreux explique l'économie à tout le monde, Editions du Seuil, 2014

Document 2 : Croissance et demande globale en France.

	Evolution en En milliards volume (en %) d'euros		Contribution à la croissance du PIB en volume (en points de PIB)			
	2009	2013	2009	2013	2009	20013
PIB	<u>-2.9</u>	0.3	1939	2113.7	2.9	0.3
Importations	-9.4	1.7	494.4	629.1	2.7	-0.5
Consommation finale	8.0	0.7	1553.5	1679.8	0.7	0.6
Formation brute de capital fixe	-9.1	-1	427.3	466.9	-2.1	-0.2
Variations des stocks	-52.7	-0.2	-14.2	-1.7	-1.1	-0.2
Exportations	-11.3	2.2	466.8	597.8	<u>-3.1</u>	0.6

Source: Insee, comptes nationaux basse 2010.



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°6

#### Questions simples (10 points):

- 1. Quelles sont les variables lourdes du comportement électoral ? [3 points]
- 2. En quoi consiste la démocratie participative ? [3 points]
- 3. Calculez l'évolution du prix de vente de l'immobilier aux Etats-Unis entre janvier 1997 et janvier 2008 (doc2) . [4 points]

Question principale [10 points] : Montrez que le cycle du crédit peut être à l'origine de fluctuations économiques.

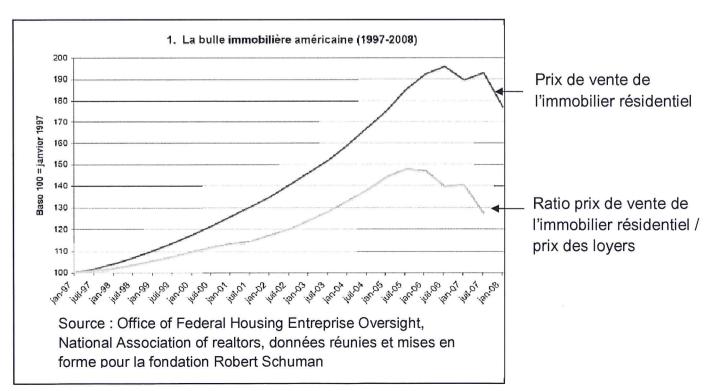
Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

#### **Document 1**

Une première explication du cycle par excès de crédit a été proposée par C.Juglar en 1862. Pour lui, la genèse de la crise se situe dans la phase d'essor caractérisée par une confiance sans réserve dans l'avenir qui conduit à des imprudences quant à l'octroi des crédits par les banques, et quant à la demande de crédit des entreprises et des ménages. Cette euphorie se traduit par une sous-estimation des risques et une hausse du financement externe des agents (recours au crédit) et la crise qui en résulte s'inscrit, alors, comme la sanction d'une demande artificielle due à un abus du crédit et à la spéculation.[...] Afin d'honorer leurs (emprunts) arrivant à l'échéance, les agents sollicitent à nouveau les banques, mais, ces dernières, dorénavant conscientes [...] de leurs vulnérabilités face aux risques de défaillance des emprunteurs, rationnent toute offre additionnelle de crédit.

Source : P.Gilles, Histoire des crises et des cycles économiques, A, Colin, 2014

#### **Document 2**





Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°7

#### Questions simples (10 points):

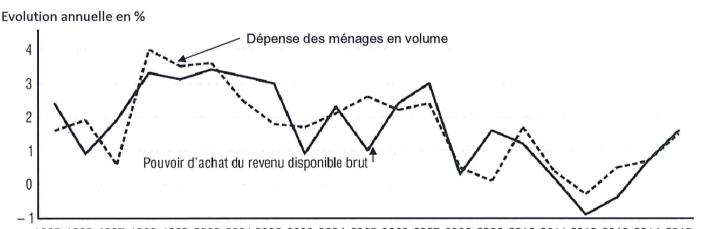
- 1. Présentez le principe de subsidiarité. [3 points]
- 2. Comment les partis politiques contribuent-ils à la mobilisation des électeurs ? [3 points]
- 3. Faites une phrase présentant l'évolution annuelle de la dépense des ménages français en 1998 puis en 2012 ( doc2) . **[4 points]**

#### Question principale (10 points):

Vous montrerez comment un choc de demande peut influencer le niveau de la production.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

#### **Document 1**



1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

#### **Document 2**

L'origine de la Grande Dépression fut un choc de demande négatif, l'effondrement de la richesse et de la confiance des entreprises et des consommateurs qui suivirent le krach boursier de 1929 et la crise bancaire de 1930-1931. La dépression prit fin grâce à un choc de demande positif - l'énorme augmentation des dépenses de l'Etat au cours de la Deuxième Guerre mondiale. En 2008, l'économie américaine connut un autre choc de demande négatif important au moment où le marché immobilier passa de la hausse à la baisse, amenant les consommateurs et les firmes à réduire leurs dépenses.

Source: P. KRUGMAN, R. WEELS, Macroéconomie, de Boeck, 2009



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°8

#### Questions simples (10 points):

- 1. Montrez que les groupes d'intérêt sont des acteurs clés du fonctionnement démocratique. [3 points]
- 2. En quoi le vote est-il un rituel ? [3 points]
- 3. Faites une phrase avec les données du document 1 qui concernent la France [4 points]

Question principale (10 points) : Vous montrerez comment le cycle du crédit peut générer des fluctuations économiques.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

#### **Document 1**

Taux d'intérêt à long terme par pays (taux moyen annuel en %)

	1999	2013	2014
France	4,62	2,21	1,66
Zone euro	4,66	3,01	2,28
Royaume-Uni	5,06	2,34	2,51
<b>Etats-Unis</b>	5,73	2,35	2,53
Japon	1,75	0,72	0,55

<sup>\*</sup>Les taux à long terme sont les taux se référant au rendement des obligations d'État.

Sources: TEF, édition 2016 - Insee Références (Banque centrale européenne; Banque de France).

#### **Document 2**

La crise des crédits subprimes qui éclate en juillet 2007 a mis en valeur les risques qu'il y avait à accorder des crédits à des ménages pauvres en période de hausse des taux d'intérêt. Les pertes subies par les banques [...] ont provoqué une méfiance généralisée. Cela s'est traduit par une crise de liquidités : les banques ne trouvaient plus sur le marché interbancaire les liquidités dont elles avaient besoin. A cette crise des liquidités s'est ajouté un problème de capitalisation\*: les pertes ont amputé les capitaux propres des banques et réduit leur capacité à accorder des crédits. Tout cela a conduit les banques à être plus sélectives dans le choix de leurs nouveaux clients et, souvent, à refuser à d'anciens clients les commodités bancaires qu'elles leur accordaient jusque-là. Cette vigilance accrue a pénalisé les ménages peu fortunés qui voulaient acheter un logement ou une voiture. [...] Dans toutes les branches de l'économie, des entreprises ont revu à la baisse leurs investissements et, parfois, ont fait faillite en raison d'une diminution de la demande et d'une restriction des crédits.

Source : Marc Montoussé et alii, La crise financière de 2008: la crise de l'économie réelle, Bréal, 2010.

<sup>\*</sup> capitalisation = valeur boursière de l'entreprise.



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°9

#### Questions simples (10 points):

- 1. Quels sont les obstacles à la parité homme-femme en politique ? [3 points]
- 2. Présentez deux exemples d'action collective protestataire. [3 points]
- 3. Interprétez les deux données en caractère gras. (document 1) [4 points]

#### Question principale (10 points):

Pour quelles raisons les firmes multinationales délocalisent-elles leur production ?

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

#### Document 1

Flux d'Investissements Directs à l'Etranger en %

	2000	2011
Flux entrants		
Economies développées	81%	49%
Economies en développement	19%	51%
Flux sortants		
Economies développées	88%	73%
Economies en développement	12%	27%

**CNUCED**, 2013

#### Document 2

En mai, l'usine Hyundai de Novosice en Tchéquie a fêté son millionième véhicule fabriqué sur ce site qui produit 53% des automobiles vendues en Europe par la marque. L'outil industriel est dernier cri et donc extrêmement compétitif.

Chaque employé a assemblé 88 voitures en moyenne, contre 38 voitures en moyenne par salarié français et 84 voitures par salarié dans l'usine Nissan de Sunderland en Angleterre, l'une des autres références en Europe.

L'âge moyen des employés tourne autour de 30 ans, contre plus de 50 ans chez ses concurrents européens, ce qui permet des économies sur les rémunérations. Le salaire moyen est de 1140 euros, soit 50 à 600 euros de moins que chez Renault ou PSA (Peugeot Société Anonyme).

P. Jacqué, « Hyundai fait tourner à plein régime son site tchèque », Le Monde, 18/06/2013



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°10

#### Questions simples (10 points):

- 1. A l'aide de deux exemples, montrez comment la société civile organisée contribue au fonctionnement démocratique. [3 points]
- 2. Comment expliquer l'absence de participation électorale ? [3 points]
- 3. Interprétez les deux données entourées dans le document 1. [4 points]

#### Question principale (10 points):

Vous montrerez les avantages et les inconvénients du protectionnisme.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

#### Document 1

Taxes sur les importations (en % de la valeur des importations) 2011

Importateurs	Total	agriculture	textile	reste de l'industrie
Monde	4,4	15,9	9,2	3,4
Etats-Unis	1,7	5,5	9,8	1,1
Union européenne à 27	2,6	14,6	7,0	1,7
Chine	6,3	9,2	9,2	5,9
Inde	17,9	60,5	15,1	14,3
Mexique	6,6	15,5	15,7	5,4

<sup>«</sup> La protection commerciale dans le monde », La lettre du CEPII, juillet 2012

#### Document 2

Donald Trump doit pour une bonne part son élection au discours très hostile au libre-échange tenu durant sa campagne. Sous cet angle, son élection marque la fin d'une période de quarante ans d'une position favorable à la libéralisation des échanges commerciaux, financiers, de services, ...

Barack Obama a beaucoup œuvré pour faire adopter le TPP (Trans-Pacific Partnership) qui doit libéraliser les échanges entre les Etats-Unis et 11 pays du Pacifique (mais pas la Chine). Cependant, l'impunité des multinationales est de plus en plus contestée par les sociétés civiles au Nord comme au Sud. Et de moins en moins de citoyens comme d'économistes croient désormais aux bienfaits du libre-échange.

Donald Trump a indiqué qu'une des premières mesures qu'il prendrait serait de retirer les Etats-Unis du TPP, qui n'est pas encore entré en vigueur. Remettre en cause l'OMC ou le traité de libre échange entre le Canada et le Mexique serait une tout autre affaire.

G. Duval, « L'élection de Donald Trump sonne-t-elle le glas de la mondialisation ? », Alternatives Economiques, N°363, décembre 2016



Temps de préparation : 30mn

Sujet N°11

Temps de passage : 20 mn

#### Questions simples (10 points):

- 1. Quels sont les différents acteurs du processus de socialisation politique ? [3 points]
- 2. Présentez le principe de subsidiarité. [3 points]
- 3. Comparez les taux de variation des exportations mondiales de produits manufacturés et du PIB mondial entre 2007 et 2014. (document1) [4 points]

#### Question principale (10 points):

#### Vous montrerez que le protectionnisme peut présenter des risques.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1: Évolution du PIB et des exportations mondiales de produits manufacturés

Variation annuelle (en volume, en %)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	TCAM 2007- 2014
PIB mondial	4,0%	1,5%	-2,1%	4,1%	2,9%	2,3%	2,2%	2,5%	1,9%
Exportations mondiales de produits manufacturés	7,7%	2,3%	-15,3%	18,2%	6,8%	2,2%	2,7%	3,9%	2,6%

source: Examen statistique du commerce mondial 2016, OMC

note: TCAM: taux de croissance annuel moyen

#### Document 2

Les demandes de protection sont compréhensibles, que ce soit de la part des entreprises pour protéger leurs profits ou de celle des salariés pour leur emploi. Mais leur coût est élevé pour l'économie dans son ensemble, essentiellement parce qu'elles renchérissent l'accès aux biens importés et qu'elles donnent lieu à des mesures de rétorsion de la part des partenaires, qui suppriment des débouchés aux industries performantes. Souvenons-nous de la tentative de nous protéger de l'importation des magnétoscopes japonais en 1982 : elle a coûté cher à l'État en manque à gagner de TVA et aux consommateurs en pouvoir d'achat, tout en échouant complètement à relancer l'électronique grand public français et son champion de l'époque, Thomson. Le principal risque est celui d'une guerre commerciale, dans laquelle les mesures protectionnistes des uns déclenchent les représailles des autres. Les avions, les produits de luxe et certaines spécialités alimentaires sont rapidement ciblés dans ces cas-là. La crise des années 1930 a montré l'enchaînement dramatique qui pouvait s'ensuivre.

Source: Sébastien Jean, « Faut-il craindre le retour du protectionnisme? », CEPII, 24/01/2017



Temps de préparation : 30mn

Sujet N°12

Temps de passage : 20 mn

#### Questions simples (10 points):

- 1. Présentez différents modes d'action politique protestataire. [3 points]
- 2. Présentez les caractéristiques du régime présidentiel. [3 points]
- 3. Calculez l'évolution de la part de l'Amérique du nord dans les exportations mondiales de marchandises entre 1948 et 2015. (document 1) [4 points]

#### Question principale (10 points):

#### Montrez quelles ont été les grandes évolutions du commerce international.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1: Evolution du volume et de la répartition des exportations mondiales de marchandises

		1948	1973	2015
Volume (en Milliards de dollars)		59	579	15985
	Amérique du Nord	28,1	17,3	14,4
	Amérique centrale et du Sud	11,3	4,5	3,4
Répartition	Europe	35,1	50,9	37,3
(en %)	URSS puis CEI	2,2	3,7	3,1
	Afrique	7,3	4,8	2,4
9	Asie	14	14,9	34,2
	Monde	100	100	100

source: Statistiques du commerce international 2015, OMC

#### Document 2

Si la segmentation internationale des processus de production n'est pas un phénomène nouveau, son importance s'est considérablement accrue depuis les années 1990. C'est la conséquence de la réduction des coûts de transport et de communication, mais aussi de la multiplication des accords bilatéraux ou régionaux garantissant la liberté des échanges et des investissements. En facilitant la coordination des activités productives à l'échelle mondiale, ces évolutions ont permis de pousser à l'extrême la spécialisation géographique des activités tout au long des filières de production, depuis la transformation des produits de base et la fabrication des produits intermédiaires et des composants jusqu'à l'assemblage des produits finis. [...]

Les firmes multinationales [...] sont les agents et les coordinateurs de cette division internationale du travail. [...] Le commerce intra-firme, autrement dit les échanges entre maison mère et filiales d'une même firme, représente aujourd'hui plus de la moitié du commerce international de biens et de services. Ce point illustre le changement de nature des investissements directs internationaux au cours du quart de siècle écoulé : tandis que dans le passé, ceux-ci faisaient figure de substitut aux exportations lorsque l'existence de barrières douanières faisait obstacle aux échanges, ils constituent de nos jours un vecteur majeur de développement des échanges mondiaux.

Source: Alternatives économiques, n°352, décembre 2015

Ce <u>sujet doit être impérativement rendu</u> à l'examinateur à la fin de l'épreuve.



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°13

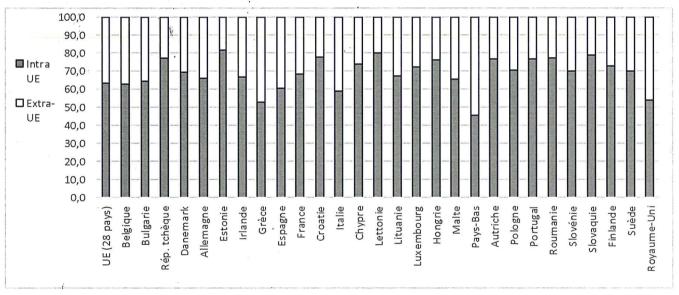
#### Questions simples (10 points):

- 1. Quelles sont les variables lourdes du comportement électoral ? [3 points]
- 2. Présentez le mode de scrutin majoritaire [3 points]
- 3. Comparez la situation de la France et du Royaume-Uni. (Doc 1) [4 points]

#### Question principale (10 points):

Vous montrerez que la mise en place de l'Union Economique et Monétaire (UEM) présente des avantages pour les pays concernés.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous Document 1 Part du commerce intra zone par pays en 2015 (en %)



Source Eurostat

Document 2 Les avantages du marché unique selon la commission européenne.

Le marché unique constitue un avantage pour les consommateurs. Ils bénéficient désormais des avantages liés à un plus grand choix de produits, à une meilleure qualité et à des prix plus bas. En principe, ils peuvent acquérir des biens et des services auprès de tout fournisseur de l'UE sans avoir à accepter de conditions contractuelles différentes de celles applicables dans leur propre pays.

Le marché unique permet aux entreprises d'exercer leur activité sans entraves dans tous les États membres. Les entreprises ont la possibilité de se développer comme elles le souhaitent. Le marché unique représente pour elles un débouché de taille, et elles n'ont plus à se préoccuper de l'acquittement de droits ou de tarifs douaniers à l'intérieur de l'UE. Elles peuvent ainsi, quelle que soit leur taille, optimiser leurs performances et devenir plus compétitives.

En plus de réduire les coûts et les risques de change, la monnaie unique de l'Union européenne profite aux entreprises en encourageant les investissements et en réduisant les aléas qui pèsent sur leurs projets.

http://ec.europa.eu/internal\_market/2012/publications/docs/citizens\_fr.pdf



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°14

#### Questions simples (10 points):

- 1. Présentez les caractéristiques d'un régime semi-présidentiel [3 points]
- 2. Illustrez par deux exemples la notion de comportement politique. [3 points]
- 3. Faites une phrase avec les données en caractère gras. (Doc 1) [4 points]

#### Question principale (10 points):

Quels sont les obstacles à une politique de relance au sein de la zone euro ?

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 Dette publique et solde budgétaire en pourcentage du PIB en 2015 pour quelques pays de la zone euro :

%	Dette publique	Solde budgétaire
Allemagne	71.2	0,7
Irlande	78.6	-1,9
Union Européenne	85.0	-2,4
Royaume-Uni	89.1	-4,3
France	96.2	-3,5
Espagne	99.8	-5,1
Italie	129.0	-2,6
Portugal	132.3	-4,4
Grèce	177.4	-7,5

Source : Eurostat

#### Document 2

L'idée d'un soutien public aux politiques monétaires a donc pris de l'importance en 2016. Sauf en zone euro. L'appel de Mario Draghi le 22 août 2014 à Jackson Hole de compléter la politique monétaire par l'utilisation des « marges de manœuvre budgétaires » n'a guère été entendue. Le plan Juncker d'investissement a un bilan pour le moins mitigé et il est difficile de savoir s'il soutient ou s'il se substitue à l'investissement privé (...). Les Etats restent donc seuls responsables de leurs politiques économiques. Or, esseulés et contraints par le cadre budgétaire des traités ou, comme l'Allemagne, par ses propres cadres constitutionnels, ils sont incapables d'apporter une politique complémentaire cohérente à la BCE. La Commission semble certes consciente du problème, mais, « gardienne des traités », elle ne peut qu'imposer leur logique avec flexibilité. L'Espagne et le Portugal n'ont ainsi pas été sanctionnés en juillet 2016 pour leurs dépassements budgétaires, mais les deux pays se sont engagés sur une réduction de leurs dépenses publiques. L'Italie et la France vont devoir réduire leurs déficits l'an prochain. Quant à l'Allemagne, qui aurait les moyens de la relance, elle s'y refuse.

Source : Europe 2017 : Quelle politique économique en zone euro ?

Romaric Godin, La Tribune, 30/12/2016.



Temps de préparation : 30 mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°15

#### Questions simples (10 points):

- 1. Présentez le mode de scrutin proportionnel. [3 points]
- 2. Montrez comment le vote peut être une forme de protestation politique. [3 points]
- 3. Comparez le solde budgétaire de l'Allemagne et celui de la France. [4 points]

#### Question principale (10 points):

Montrez que la coordination des politiques économiques au sein de l'Union économique et monétaire européenne rencontre des difficultés.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

#### Document 1

Dette publique et solde budgétaire en pourcentage du PIB en 2015 pour quelques pays de la zone euro :

%	Dette publique	Solde budgétaire
Allemagne	71.2	0,7
Irlande	78.6	-1,9
Union	85.0	-2,4
Royaume-Uni	89.1	-4,3
France	96.2	<b>-</b> 3,5
Espagne	99.8	-5,1
Italie	129.0	-2,6
Portugal	132.3	-4,4
Grèce	177.4	<b>-</b> 7,5

Source: Eurostat, 2015.

#### Document 2

L'Europe est au contraire devenue un espace de stagnation économique chronique et de chômage de masse permanent. Dans un tel marché, chaque Etat a intérêt à essayer d'abaisser le coût du travail chez lui pour pouvoir exporter davantage chez ses voisins. [...]

Il en va de même sur le terrain fiscal où les règles ont été jusqu'ici très insuffisamment harmonisées sur les facteurs de production les plus mobiles : les bénéfices des entreprises et l'épargne des plus riches. Dans un tel contexte, tous les Etats sont incités à abaisser les taux d'imposition sur ces types de revenus afin d'attirer chez eux les riches et les investisseurs étrangers. [...]

Facteur aggravant, ce jeu perdant-perdant n'est pas symétrique : il est moins perdant pour des petits Etats que pour des grands. [...] Il en va de même en matière fiscale : lorsque le Luxembourg, l'Irlande ou la République tchèque abaissent leurs taux d'imposition sur les revenus de l'épargne ou les bénéfices des entreprises, ils peuvent réussir à attirer suffisamment de riches et d'entreprises pour qu'au final leurs recettes fiscales augmentent, car leurs pertes internes sont limitées.

Source : Alternatives économiques, Hors-série n°95, 1er trimestre 2013.

Ce suiet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'épreuve.



Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage : 20 mn

Sujet N°16

#### Questions simples (10 points):

- 1. A travers deux exemples, illustrez le rôle des partis politiques dans la mobilisation électorale. [3 points]
- 2. Présentez deux variables lourdes qui ont un impact sur le comportement électoral. [3 points]
- 3. Comparez les échanges du Royaume-Uni avec l'Union Européenne et ceux avec le reste du monde. [4 points]

#### Question principale (10 points):

Quels sont les avantages et les inconvénients pour un pays d'appartenir à l'Union économique et monétaire ?

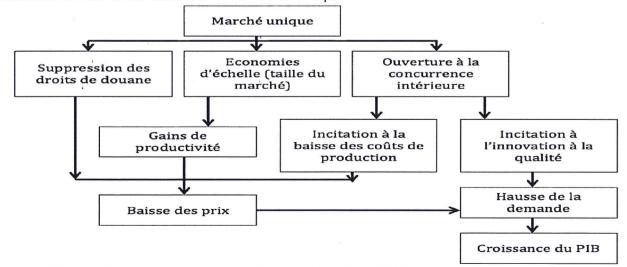
Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Echanges commerciaux de biens et de services au Royaume Uni avec l'Union européenne et avec le reste du monde en 2015, en milliards de livres



Source : Alternatives Economiques, Hors série n°110, Janvier 2017

Document 2 : Les effets attendus du marché unique



Source : Alternatives Economiques, Hors série Bac 2016, Janvier 2016



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°17

#### Questions simples (10 points):

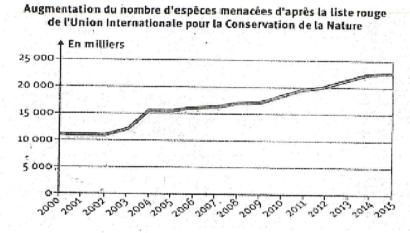
- 1. A l'aide de deux exemples, montrez que l'action politique ne se limite pas au vote ? [ 3 points]
- 2. Quelles sont les caractéristiques d'un régime parlementaire ? [3 points]
- 3. A partir du document 1, réalisez un calcul vous permettant de mesurer l'augmentation du nombre d'espèces menacées entre 2000 et 2005. [ 4 points]

#### Question principale (10 points):

Vous montrerez que la croissance se heurte à des limites écologiques.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous.

Document 1 : Augmentation du nombre d'espèces menacées d'après la liste rouge de l'Union internationale pour la Conservation de la nature.



Union Internationale pour la Conservation de la Nature, 2015.

Document 2 : La croissance économique et l'épuisement des matières premières.

La croissance du PIB est dépendante, à plus de 80 %, des énergies fossiles (pétrole, gaz et charbon). Afin d'évaluer si une croissance de 5,5 % par an pendant 5 ans est envisageable, il est nécessaire d'évaluer l'état des stocks. Étant donné que les énergies fossiles ne sont pas renouvelables, les stocks évoluent au rythme de la consommation et donc, de la croissance du PIB. En fonction d'une croissance annuelle du PIB mondial nulle ou de 3 %, les stocks de charbon sont estimés entre 113 et 49 ans, ceux du gaz naturel entre 59 et 34 ans et ceux du pétrole entre 50 et 31 ans. Les ressources énergétiques étant limitées, en fonction du taux de croissance, ceux du pétrole et du gaz seront donc épuisées entre 2040 et 2060 et ceux du charbon entre 2060 et 2110. Le pétrole étant la matière première de base du carburant, du plastique, des fibres textiles, des engrais et des pesticides, il est une ressource stratégique indispensable au développement économique. Le gaz naturel étant utilisé pour se chauffer et produire de l'électricité et des engrais, il est également une ressource stratégique.(...) À court terme, si la consommation de pétrole et de gaz naturel ne se réduit pas, les stocks, dont dépendent le développement économique, la production d'électricité et la capacité de certains pays à se chauffer, seront épuisés. Avant de proposer de réduire la consommation, il est nécessaire d'identifier ceux qui en consomment le plus.

Source: Jean-Christophe Guiliani, Mouvement pour un développement humain, 2016.



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°18

#### Questions simples (10 points):

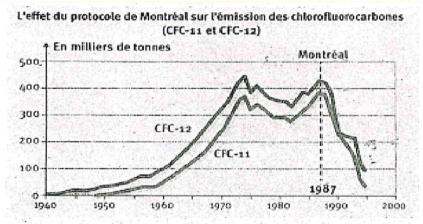
- 1. Comment la culture politique se transmet-elle ? [ 3 points]
- 2. Quel est le rôle de la Commission Européenne ? [3 points]
- 3. Réalisez un calcul vous permettant de mesurer l'effet du protocole de Montréal entre 1987 et 1995 (Document 1). [ 4 points]

#### Question principale (10 points):

Vous vous demanderez comment les pouvoirs publics peuvent lutter contre la dégradation du capital naturel.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous.

Document 1 : Les effets de la réglementation de l'émission de gaz à chlorofluorocarbones, sur la couche d'ozone.



Site internet de l'Institut Pierre-Simon Laplace, d'après *The Stratospheric Ozone Electronic Textbook* de la NASA.

Note: Utilisés dans les aérosols(CFC12), les solvants ou encore les réfrigérants(CFC11), les chlorofluorocarbones ont été interdit, du fait la dégradation de la couche d'ozone qu'ils provoquent.

Document 2 : Donner un prix au carbone : un outil pour réduire les émissions de CO2

La fiscalité carbone est généralement mise en place via une taxe ajoutée au prix de vente de produits ou de services en fonction de la quantité de gaz à effet de serre qu'ils contiennent (émis lors de leur production et / ou émis lors de leur utilisation par exemple) : en pratique, c'est souvent la consommation d'énergies fossiles qui sert d'assiette à cette fiscalité.(...). En 2014, dans un contexte où la France se fixe des objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre, une composante carbone a été introduite sans augmentation des taux de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE). Elle concerne les particuliers comme les professionnels. La composante carbone s'élève à 14,50 €/tonne de CO2 en 2015. Elle évoluera à 22 €/tonne de CO2 en 2016 et à 30,5 €/tonne de CO2 en 2017. Les réductions d'émissions de CO2 attendues dans le cadre de cette mesure sont estimées, à l'horizon 2017, à 1 million de tonnes dans le transport routier et à 2 millions de tonnes dans le bâtiment, qui sont les deux principaux secteurs concernés par la mesure.

Source: Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, 2016.

Ce suiet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'épreuve.



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°19

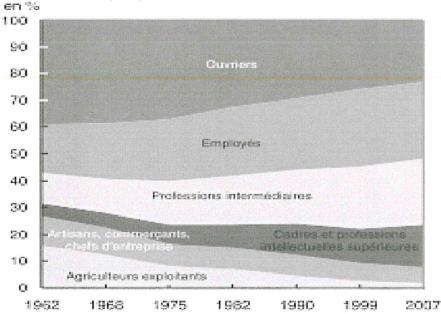
#### Questions simples (10 points):

- 1. Donnez un déterminant de l'abstention électorale.[3 points]
- 2. Illustrez par un exemple un effet du scrutin majoritaire sur la sélection des gouvernants. [3 points]
- 3. Quelle est la part des ouvriers et des cadres dans l'emploi en 1962 et en 2007 ? [4 points]

Question principale (10 points) : Montrez que les critères de différenciation sociale sont multiples dans les sociétés post-industrielles.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Répartition de l'emploi par PCS entre 1962 et 2007



source : Olivier MARCHAND, « 50 ans de mutations de l'emploi », Insee première, n°1312, 2010

#### Document 2:

« Les développements sur la « mort des classes » sont toujours peu ou prou¹ fondés sur les mêmes arguments, même si certains auteurs ont pu ajouter quelques éléments : la croissance scolaire et l'entrée des classes populaires au lycée, puis à l'université, le flou croissant des échelles de salaire, la diffusion de la propriété de valeurs mobilières², la généralisation d'une culture « moyenne » [...], la multiplication de différenciations et de conflits fondés sur des enjeux symboliques et la revendication de la reconnaissance des différences religieuses, de genre, d'ordre culturel, régionalistes, ethniques, ou d'orientation sexuelle. L'essentiel de l'argumentation des sociologues intéressés à montrer la disparition des classes sociales peut être résumée en un diagnostic simple : baisse des inégalités économiques et éducatives, affaiblissement des frontières sociales en termes d'accès à la consommation et aux références culturelles, mais aussi croissance de la mobilité [...] moindre conflictualité des classes et conscience de classe affaiblie » Louis CHAUVEL, « Le retour des classes sociales ? », Revue de l'OFCE , n°79, 2001.

- 1. Peu ou prou : plus ou moins
- 2. Valeurs mobilières : titres financiers comme les actions et les obligations.



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°20

#### Questions simples (10 points):

- 1. En quoi consiste le principe de subsidiarité au sein de l'Union européenne [3 points]
- 2 Présentez deux exemples de répertoires d'action politique de nature différente .[3 points]
- 3. Faites une phrase donnant le sens des deux données entourées (doc1) . [4 points]

Question principale (10 points) : Vous montrerez que la structure sociale actuelle en France peut être analysée en termes de classes sociales.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

**Document 1** Evolution du sentiment d'appartenance à une classe sociale en France de 1982 à 2010 (à partir d'une enquête menée par téléphone auprès d'un échantillon de 1504 personnes représentatif de la population de nationalité française de 18 ans et plus.

	1982	1985	1993	1998	2001	2010			
Avez-vous le sentiment d'appartenir à une classe sociale ?									
(part des répo	onses ob	tenues ei	n %)						
Oui	63	60	58	60	54	<b>(</b> 65 <b>)</b>			
Non	37	35	40	39	45	34			
	aquelle ?		Name V	570	to a little				
(part de l'ensemble des réponses	affirmativ	/es à la p	remière	question e	n %)	·			
Les classes moyennes	31	32	39	42	51	58			
La classe ouvrière, les ouvriers	33	29	19	21	17	9			

Source: TNS-SOFRES, 2010.

#### Document 2

Si la question des classes sociales est revenue sur le devant de la scène, le contexte sociologique dans lequel elles sont analysées a changé : autrefois présentées comme des groupes structurant l'espace social, elles semblent aujourd'hui davantage pensées comme une réunion d'individus construisant leur trajectoire au sein de réseaux. Par ailleurs, de nouvelles dimensions doivent aujourd'hui être prises en considération.

La désindustrialisation et la tertiarisation de l'économie ont entraîné une recomposition des emplois en milieu populaire : depuis 1993, il y a davantage d'employés que d'ouvriers en France ; au sein des non-qualifiés, l'augmentation du nombre d'employés a plus que compensé la diminution du nombre d'ouvriers. [...]

Les professions d'employé et d'ouvrier non qualifiés partagent une même situation de domination au travail qui s'observe en termes de statut d'emploi et de conditions de travail.

Thomas AMOSSÉ et Olivier CHARDON, « Les travailleurs non qualifiés : une nouvelle classe sociale ? », Economie et Statistique, n°393-394, 2006



Temps de préparation : 30 mn Temps de passage : 20 mn Sujet N° 21

#### Questions simples (10 points):

1. Présentez deux caractéristiques différenciant régime parlementaire et régime présidentiel.

[3 points]

- 2. A l'aide d'un exemple, illustrez la notion de culture politique. [3 points]
- 3. Donnez la signification de deux points de votre choix correspondant à l'année 2010 (Document 1). **[4 points]**

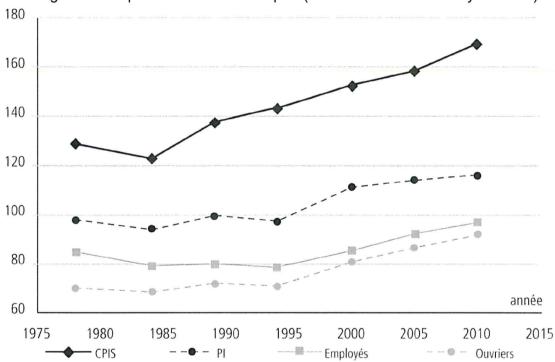
#### Question principale (10 points):

Montrez que les inégalités économiques et sociales sont cumulatives.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous.

#### **Document 1**

Progression du revenu réel disponible dans le ménage par unité de consommation, par catégorie socioprofessionnelle d'emploi (base 100 = revenu moyen 2010)



CPIS : Cadres et professions intellectuelles supérieures. PI : Professions intermédiaires. Source des données : Budget des ménages 1978-2010, Insee.

Lecture : En 1990, le revenu réel disponible des employés représentait 80 % du revenu moyen de 2010. Source : Louis Chauvel, *La spirale du déclassement : essai sur la société des illusions*, Seuil, 2016

#### **Document 2**

Ainsi, des situations défavorables [...], se traduisant par des travaux déqualifiés ou des emplois instables, s'accompagnent presque toujours de faibles rémunérations et d'un faible niveau de vie [...]; ceux-ci n'accèdent de surcroît que difficilement à de bonnes conditions de logement; ils n'ont pratiquement aucune chance de bénéficier d'une promotion par le biais de la formation professionnelle continue; et leurs loisirs se réduiront de même à peu de chose. Dans ces conditions, la scolarité de leurs enfants est hypothéquée \* dès le départ; ils se trouvent privés des conditions matérielles, relationnelles, même affectives qui seules permettent la construction d'un projet de vie; et ils ont toute (mal)chance de se retrouver dans la même situation que celle de leurs parents.

Source : Alain Bihr, Roland Pfefferkorn, *Le système des inégalités*, La Découverte, 2008.

\* hypothéquée : ici fragilisée.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'épreuve.



Temps de préparation : 30 mn Temps de passage : 20 mn Sujet N° 22

#### Questions simples (10 points):

1. Qu'est-ce que le principe de la démocratie délibérative ? [3 points]

2. Présentez deux exemples de répertoires d'action politique de nature différente. [3 points]

3. Donnez la signification des deux données entourées (Document 1). [4 points]

#### Question principale (10 points):

Montrez le rôle de l'école dans la mobilité sociale.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous.

**Document 1** 

Catégorie socioprofessionnelle selon le niveau de diplôme en % (2013)

	Agriculteur ou travailleur indépendant	Ouvrier	Employé	Profession Intermédiaire	Cadre	Total
Aucun diplôme	2	44	40	13	1	100
CAP-BEP	3	45	41	10	11	100
Baccalauréat	4	24	43	26	3	100
Bac+2 hors santé / social	3	12	27	47	11	100
Bac+2/3 santé / social	<1	<1	2	97	1	100
Bac+3/4 hors santé / social (L, M1)	2	4	21	52	21	100
Bac+5 (M2)	1	1	6	23	69	100
Doctorat (D)	<1	<1	. 1	3	96	100
Ensemble	2	19	28	31	. 20	100

Champ: ensemble des jeunes en emploi au printemps 2013

Source: Cereq, 2014

#### **Document 2**

[Les diplômés du supérieur long] deviennent sensiblement moins souvent cadres supérieurs qu'il y a vingt-cinq ans : s'ils sont encore 45% dans ce cas, ils étaient 65% au milieu des années 1980. La même évolution s'observe pour les diplômés du supérieur court qui étaient 70% à accéder à une profession intermédiaire, proportion tombée à 56% aujourd'hui.

Si le diplôme constitue aujourd'hui, plus que jamais, la meilleure protection contre le chômage et les emplois précaires ou routiniers, chaque diplôme pris isolément voit sa valeur absolue diminuer. Ces deux constats ne sont nullement contradictoires, contrairement à ce que laisse trop souvent penser le débat entre ceux qui soulignent les bénéfices de la démocratisation scolaire et ceux qui mesurent la dévalorisation des diplômes. [...] Obtenir un diplôme de l'enseignement supérieur est plus nécessaire que jamais pour s'insérer dans de bonnes conditions sur le marché du travail, mais avoir un diplôme élevé n'offre pas une protection absolue contre le déclassement.

Source : Camille Peugny, Le destin au berceau : inégalités et reproduction sociale, 2013



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°23

#### Questions simples (10 points):

- 1. Qu'appelle-t-on société civile organisée ? [3 points]
- 2. Donnez deux exemples de déterminants de l'abstention. [3 points]
- 3. Faites une phrase avec chacune des données soulignées. [4 points]

#### Question principale (10 points):

#### Montrez le rôle de la famille dans la reproduction sociale.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous :

#### Document 1

Table de destinée, hommes actifs ou anciens actifs âgés de 40 à 59 ans en 2003

en %		PCS du père						
PCS du fils	Agriculteurs	ACCE <sup>1</sup>	Cadres et PIS <sup>2</sup>	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Ensemble	
Agriculteurs	22	1	0	0	0	1	4	
ACCE	6	21	6	8	7	8	9	
Cadres et PIS	9	22	52	33	22	10	19	
Professions intermédiaires	17	24	26	33	28	23	24	
Employés	9	9	6	9	17	12	11	
Ouvriers	37	24	9	17	26	<u>46</u>	34	
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	

Source: INSEE, enquête FQP, 2003

#### Document 2

Le modèle développé par Boudon repose sur une analyse de type stratégique du comportement des acteurs : en fonction de leur origine sociale, les individus ont en moyenne une réussite scolaire plus ou moins bonne. En même temps, leurs motivations sont affectées par leur origine sociale : les coûts socio-économiques d'une scolarité supplémentaire tendent à croître à mesure que la classe sociale est plus basse ; en outre, les avantages anticipés d'un supplément de scolarité tendent à être perçus comme d'autant plus faibles que la classe sociale est plus basse (en effet, un individu de classe basse atteint plus vite le niveau scolaire lui permettant d'espérer un statut social supérieur à celui de sa famille d'origine) [...].

R. Boudon et F. Bourricaud, Dictionnaire critique de la sociologie, PUF, 2004

<sup>1.</sup> Artisans, Commerçants, Chefs d'entreprise

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>. Cadres et Professions intellectuelles supérieures



Temps de préparation : 30mn

Sujet N°24

Temps de passage : 20 mn

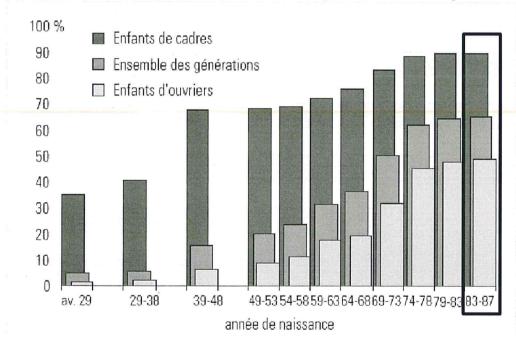
#### Questions simples (10 points):

- Illustrez par un exemple comment la famille peut influencer la participation politique.
   [3 points]
- 2. Qu'est-ce que le principe de subsidiarité ? [3 points]
- 3. Donnez la signification des trois données encadrées sur le document (doc1) . [4 points]

#### Question principale (10 points) : Montrez le rôle de l'école dans la mobilité sociale.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Obtention du bac selon la catégorie sociale et la génération



Source : « L'état de l'école : 29 indicateurs sur le système éducatif français », n°20, novembre 2010, ministère de l'Education nationale.

#### Document 2

Selon C. Peugny, la société française serait confrontée à un déclassement généralisé. A partir d'un regroupement original des PCS, il distingue les mobilités ascendantes des mobilités descendantes et aboutit à un résultat selon lequel « les trajectoires ascendantes sont désormais plus difficiles pour les enfants issus de classes populaires et les trajectoires descendantes deviennent de plus en plus nombreuses parmi les enfants nés dans les milieux plus favorisés ». Pour les enfants de cadres, les trajectoires fortement descendantes augmentent : alors de 14 % des fils et 22 % des filles de CPIS nés au milieu des années 1940 devenaient ouvriers ou employés, ces pourcentages passent respectivement à 25 % et 34 % pour la génération 1959-1963, l'incapacité à reproduire la position sociale du père se doublant souvent d'une surqualification (le métier exercé n'exige pas le diplôme détenu). Le paradoxe d'Anderson s'applique très bien aux nouvelles générations.

Alain Combe (dir.), Sciences Economiques et Sociales, Magnard, 2012



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°25

#### Questions simples (10 points):

- 1. Donnez un exemple d'action de protestation politique. [ 3 points]
- 2. Quelles sont les caractéristiques du régime parlementaire ? [ 3 points]
- 3. Calculez l'évolution du nombre de familles monoparentales entre 1990 et 2011 à l'aide du calcul de votre choix (doc1) . **[4 points]**

#### Question principale (10 points):

#### Montrez que les évolutions de la famille ne remettent pas en cause son rôle dans l'intégration sociale.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

#### Document 1:

	Nombre de ménages					
	199	0	2011			
Type de ménage	En milliers	En %	En milliers	En %		
Ménages composés :						
d'un homme seul	2 210,9	10,1	4 032,2	14,4		
d'une femme seule	3 705,6	16,9	5 529,5	19,7		
d'un couple sans enfant	5 139,8	23,4	7 250,4	25 ,9		
d'un couple avec enfants	7 991,4	36,4	7 435,6	26,5		
D'une famille monoparentale	1 490,2	6,8	2 345,2	8,4		
Autres ménages	1 404,1	6,4	1 448,5	5,2		
Nombre de ménages	21 942,1	100	28 041,4	100		

Source: INSEE, Chiffres clés issus du recensement, 2012

#### Document 2

62% des personnes ayant des enfants ou des petits-enfants les aident financièrement. La fréquence de contact n'a que peu d'incidences sur ces solidarités financières (parmi les personnes ayant peu de contact avec leurs enfants ou petits-enfants, 54% déclarent néanmoins les aider financièrement). [...] Les ménages bénéficiant de revenus supérieurs à 4 500 € par mois aident leurs enfants ou petits-enfants dans 84% des cas contre 44% des cas pour les foyers ayant des revenus inférieurs à 1 000 € par mois. Ces inégalités ne doivent pas masquer l'effort effectué par les familles en situation de pauvreté pour soutenir leurs proches. [...] Plus les revenus sont faibles, plus la famille se mobilise pour les aider : 62% des ménages ayant des revenus inférieurs à 1 000 € par mois bénéficient d'une aide financière de leur famille [...]. Cette mobilisation est particulièrement tangible dans le soutien apporté aux foyers monoparentaux : 39% d'entre aux sont aidés financièrement par leur parents ou grands-parents. [...] L'accueil des petits-enfants par les grands-parents constitue une autre forme d'entraide : 60% des foyers ayant des enfants au domicile en bénéficient. Il y a sur ce point peu de différences selon les niveaux sociaux.

Source: Fondation de France, Les solitudes en France, juillet 2014.



Temps de préparation : 30mn Sujet N°26

Temps de passage : 20 mn

#### Questions simples (10 points):

1. Illustrez par un exemple la volatilité électorale. [3 points]

- 2. Donnez un avantage et un inconvénient du scrutin majoritaire. [3 points]
- 3. A l'aide d'un coefficient multiplicateur, montrez que le chômage accroît la probabilité d'isolement relationnel (doc1). **[4 points]**

#### Question principale (10 points):

Montrez que l'affaiblissement du lien social peut avoir des causes multiples.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous.

#### Document 1: part (en %) des individus en isolement relationnel.

Age		Revenu mensuel du r	ménage	Situation professionnelle		
18-29 ans	4	Moins de 1000€	13	CDI	7	
30-39 ans	7	1000-1499€	14	Contrat précaire	7	
40-49 ans	10	1500-2499€	10	Chômeur	15	
50-59 ans	15	2500-3499€	9	Chômeur depuis plus de 1an	22	
60-74 ans	14	Plus de 3500€	8	Ensemble	12	
Plus de 75 ans	27					

Champ : personnes de plus de 18 ans résidant en France métropolitaine. Source : Fondation de France, enquête *Les solitudes en France*, 2014.

Note: On considère qu'une personne est en situation d'isolement relationnel si la fréquence de ses contacts en face à face ou au téléphone est inférieure à 1 fois par mois dans les réseaux suivants: familial, professionnel, hors relations de travail, amical et voisinage.

#### **Document 2**

Or, dorénavant, on parle beaucoup moins d'exclus que d'exclusion, glissement sémantique qui n'a rien d'anecdotique : [...] il indique que personne ou presque n'est considéré comme étant à l'abri du problème.

Par exclusion on entend ainsi « l'accumulation, l'enchainement des revers qui précipitent un individu ou une famille entière dans le dénuement et parfois dans la rue : perte de l'emploi, deuil, divorce, séparation, perte de logement... De cet enchainement résultent l'exclusion, la mise à l'écart de tout un réseau d'échanges sociaux affectifs, une perte de repères, une incapacité à se projeter dans l'avenir » selon Xavier Emmanuelli\*. [...] On comprendra dès lors que les personnes les plus économiquement démunies ne soient pas les seules ni même forcément les principales personnes à être exposées au risque d'exclusion. C'est bien plutôt la rupture du lien social qui est le point commun des multiples trajectoires de l'exclusion.

Source: D. Dulong, « Exclusion », Encyclopedia Universalis, 2014.

<sup>\*</sup>Xavier Emmanuelli (né en 1938), fondateur du SAMU social.



Temps de préparation : 30mn

Temps de passage : 20 mn

Sujet N°27

#### Questions simples (10 points):

- 1. Comment le principe de subsidiarité permet-il de répartir les compétences ? [3 points]
- 2. Qu'est-ce que la société civile organisée ? [3 points]
- 3. Faites une phrase avec les deux données soulignées en gras. [4 points]

#### Question principale (10 points):

Montrez que le rôle du travail comme instance d'intégration sociale s'est affaibli.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Statut des actifs occupés en 2015

	Hommes	Femmes	15-24 ans	25-49 ans	50-64ans	Ensemble
Personnes en emploi salarié (en milliers)	11 400	11 461	2 008	14 500	6 353	22 861
Part (en % de l'emploi salarié)	100	100	100	100	100	100
Intérimaires	3,5	1,4	6,4	2,6	1,0	2,5
Apprentis	2,1	1,1	16,5	0,2	0,0	1,6
Contrats à durée déterminée	8,5	12,3	32,2	9,4	5,8	10,4
Contrats à durée indéterminée	85,9	85,2	44,9	87,8	93,2	<u>85,6</u>

Champ: France métropolitaine, population des ménages, personnes âgées de 15 ans ou plus.

Note : Les CDD comprennent les emplois aidés ; pour la fonction publique, les CDI comprennent les titulaires et les

contractuels en CDI.

Source: Insee, enquête Emploi 2015.

Document 2 : Du salariat au « précariat »

Si on souligne l'importance de la condition salariale telle qu'elle s'était imposée dans la société salariale, -c'est-à-dire une condition stable solide encadrée par le droit du travail et à laquelle étaient associées des protections fortes, dont le droit à la retraite est peut-être la plus emblématique-, cela veut dire qu'il y a une connexion forte entre le statut du travail et la protection sociale. Il en découle logiquement qu'un affaiblissement, une dégradation des conditions de travail, plus exactement même de la condition de travailleur, ont des implications directes sur les protections. [...] Il me semble que l'épicentre de la « crise » amorcée au début des années 1970 réside dans l'effritement, le « détricotage » de ces protections attachées au travail. [...] Le chômage de masse et la précarisation des relations de travail représentent deux caractéristiques nouvelles par rapport à la situation des années 1970, qui ont des répercussions sur la protection sociale et au-delà même sur la consistance du statut de l'individu. [...] si l'on raisonne en termes de processus, ce processus de précarisation a une importance au moins aussi grande en ce sens que c'est une manière de remettre progressivement en question le statut de l'emploi qui était le socle sur lequel s'adossaient ces protections de la précarité. [...] Il y en a plusieurs figures, mais elles ont en commun de développer des formes d'activité de travail en deçà de l'emploi. Pour les désigner, j'ai proposé de parler de « précariat » pour souligner qu'il s'agissait d'une condition commune à beaucoup de gens.

Source : Robert Castel, « Individus, risques et supports collectifs », Dossier pauvreté et exclusion, Revue Idées économiques et sociales, n°171, mars 2013.



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°28

#### Questions simples (10 points):

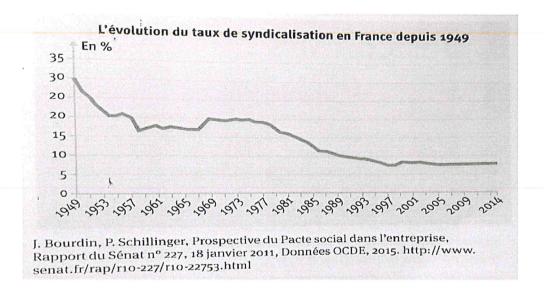
- 1. Quelles sont les principales caractéristiques du régime parlementaire ? [3 points]
- 2. Qu'est-ce que la socialisation politique ? [3 points]
- 3. Comparez le taux de syndicalisation en France de 1949 à celui de 2014. (Document 1) [4 points]

# Question principale (10 points):

Vous montrerez le rôle des syndicats dans les conflits sociaux.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

#### Document 1



#### Document 2

Un mois et demi après leur dernière rencontre, les partenaires sociaux du secteur du transport routier ont repris jeudi les négociations salariales. Les retrouvailles se sont faites peu après 9 h 30 au siège de l'administration du Travail d'Ile-de-France à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), sous le regard de plusieurs dizaines de militants venus avec drapeaux, sifflets et gilets jaunes. « Toujours aussi combatif », le leader de la CGT Transports Jérôme Vérité a assuré avant la séance que son syndicat « ne lâchera pas sur la 'smicardisation' du secteur ». Les grilles salariales dans le transport routier de marchandises (près de 330 000 salariés fin 2013) sont bloquées depuis 2012. [...] Le patronat était prêt à consentir une augmentation de 2 % pour les plus bas salaires, loin des 5 % réclamés pour tous les salariés par le camp adverse. Depuis, les syndicats ont revu leurs prétentions à la baisse.

Source: « Transport routier. La négociation patronat-syndicats reprend » http://www.ouest-france.fr/economie/transport-routier-la-negociation-patronat-syndicats-reprend-3283956.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'épreuve.



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°29

#### Questions simples (10 points):

- 1. Qu'est-ce que le pluralisme politique ? [3 points]
- 2. Montrez que le vote est un rituel. [3 points]
- 3. Quel lien pouvez-vous établir entre la qualité du dialogue social et le taux de syndicalisation ? (Document 2) [4 points]

Question principale (10 points) : Montrez que les conflits sociaux et leur régulation peuvent être facteur de cohésion sociale.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

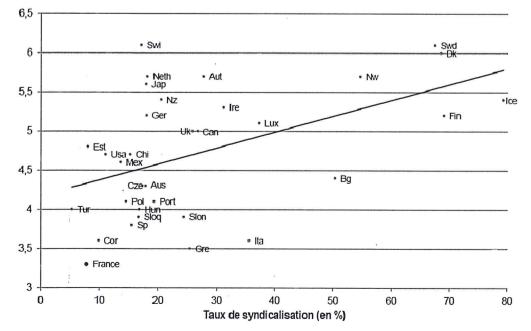
#### Document 1

La mobilisation collective de SDF peut surprendre tant ils paraissent isolés et démunis. Bien que rare, elle n'est pas impossible. En témoignent des associations telles que Droit au logement (Dal) ou le Comité des sans-logis (CDSL), qui revendiquent des sans-abri parmi leurs membres. Pourquoi se mobilisent-ils? Selon le sociologue Julien Damon, ces structures suscitent l'intérêt de certains SDF car elles proposent des réponses pragmatiques à leur problème comme celui du logement. Elles offrent aussi un cadre favorisant la convivialité. Ce sont des lieux de rencontre, voire de repos face aux difficultés de la rue, qui permettent de discuter, de réfléchir et de défendre ses opinions et valeurs. L'action collective peut aider à dépasser le sentiment de honte et d'humiliation, engendré par la vie dans la rue. Elle redonne une utilité sociale en défendant un but commun.

Source : Maud Navarre, « Vivre dans la rue », Sciences Humaines, n°265, décembre 2014, p.27.

#### Document 2

Indicateur de qualité du dialogue social du point de vue des employeurs Comment caractériseriez-vous les relations employeurs-employés dans votre pays ? [1 = plutôt conflictuelles ; 7 = plutôt consensuelles]



Swd = Suède
Dk= Danemark
Ice = Islande
Ger = Allemagne
Uk = Royaume-Uni
Ita = Italie

Source: Lettre Trésor-Eco n°129 mai 2014 p.1 à partir de données issues de OCDE (2013) et Global Competitiveness Report 2012-2013 (World Economic Forum).



Temps de préparation : 30 mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°30

#### Questions simples (10 points):

- 1. Quel rôle jouent les groupes d'intérêt dans une démocratie ? [3 points]
- 2. Présentez deux variables lourdes du comportement électoral. [3 points]
- 3. Comparez, par un calcul de votre choix, la proportion de jeunes âgés de 18 à 29 ans qui ont participé à une grève sauvage en 1990 et en 2008 en France. (Document 2) [4 points]

Question principale (10 points): Présentez les principales mutations des conflits sociaux en France.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

#### Document 1

Pour faire entendre leurs revendications, les associations féministes adoptent de nouvelles stratégies d'actions pour interpeller l'opinion publique. Les événements spectaculaires, la toile et l'apparition de thèmes inédits constituent un nouveau virage pour le féminisme.

« Les manifestations et les meetings ; c'est fini ! Les registres d'actions sont très différents aujourd'hui. Ils exercent une pression continue sur les hommes politiques et les médias », analyse François Dubet¹. Les cortèges d'antan sont remplacés par des coups d'éclat. Des exemples ? La Barbe et les Femen. [...] Mais ils font le bonheur des séquences télévisuelles en se rendant spontanément dans les salles de réunion pour mettre en lumière le manque de femmes dans les instances de pouvoir. Après la barbe, les seins ! La spécialité des Femen, qui affichent leurs revendications seins nus. [...] Si les moyens d'action ont évolué, les féministes ont également modifié leurs thèmes d'actions. De nouveaux sujets sont apparus. Il ne s'agit plus de défendre le droit à l'avortement. Aujourd'hui, les femmes veulent pouvoir être féminines sans être traitées de salopes, être bisexuelles, ou lesbiennes, sans être jugées. [...] Pour François Dubet, ces nouvelles revendications ne feront jamais disparaître les anciennes.

<sup>1</sup> François Dubet est directeur d'études à l'EHESS et spécialiste des mouvements sociaux Source : Julia Chivet et Laurent Di-Nardo Di-Maio, Site *Droit de citer*, 24 octobre 2012, <a href="http://droitdeciter.fr/2012/10/24/feministes-les-nouveaux-moyens-daction/">http://droitdeciter.fr/2012/10/24/feministes-les-nouveaux-moyens-daction/</a>

#### Document 2

# Formes d'action politique protestataires pratiquées en France par les 18-29 ans de 1990 à 2008 et par les 30 ans et plus (en %)

Forme d'action politique	1990	1999	2008	2008 30 ans et plus
Signer une pétition	46	62	64	64
Participer à une manifestation autorisée	30	41	48	40
Participer à un boycott	9	9	16	15
Participer à une grève sauvage	3	8	11	12
Occuper des bureaux ou des usines	2	3	5	10

Source : Bernard Roudet, « Des jeunes davantage impliqués et plus protestataires », *Bulletin d'études et de synthèses de l'observatoire de la jeunesse*, Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (INJEP), n°2, novembre 2010.



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°31

- 1. Qu'est-ce que la socialisation politique ? [ 3 points]
- 2. Selon quel principe se répartissent les compétences entre l'Union européenne et les Etats membres ? [3 points]
- 3. Calculez le poids des prestations maladies dans le total des prestations sociales (document 2). [ 4 points]

# Question principale (10 points):

Montrez que les pouvoirs publics utilisent différents instruments pour lutter contre les inégalités.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Services publics et réduction des inégalités

Les services publics réduisent fortement les inégalités de revenus mais plus difficilement les inégalités sociales. Même si la ségrégation spatiale reste vive, sans les contraintes des missions de service public, une bonne partie du territoire français n'aurait ni école, ni Poste... La collectivité garantit l'accès de tout (ou presque) à des services comme les routes, la sécurité, l'éducation ou la santé. Dans le domaine du logement, malgré les insuffisances, le parc d'habitat social et les diverses allocations améliorent les conditions de vie des plus démunis.

Source : N. Léandri, Les services publics, premiers leviers contre les inégalités, *Saint- Denis...* au fur et à mesure, n°62, 2013

Document 2: Prestations de protection sociale en France, en 2012

Secteurs concernés	Montant, en millions d'euros
Maladie	169 266
Vieillesse/survie	272 218
Emploi	36 390
Logement	15 971
Pauvreté / exclusion sociale	10 511
Total des prestations sociales	597 572

Source: Drees, Comptes de la protection sociale, 2013



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°32

#### Questions simples (10 points):

1. Illustrez par des exemples les différentes formes d'action politique. [ 3 points]

2. Donnez la définition d'un régime parlementaire. [3 points]

3. Faites une phrase avec les deux données soulignées (document 1) . [ 4 points]

#### Question principale (10 points):

La fiscalité permet-elle de réduire les inégalités de revenus ?

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Taux d'imposition suivant les tranches de revenus, en France en 2013, revenu annuel imposable

	Jusqu'à	De 6011 euros à	De 11 991 euros à	De 26 631 euros à	De 71 397 à 151 200	Au-delà de 151 200
	6 011 euros	11 991 euros	26 631 euros	71 397 euros	euros	euros
Taux d'imposition en %	0	5.5	14	30	<u>41</u>	45

Source: Loi de Finances, 2013

#### Document 2:

La France est l'un des pays riches où la fiscalité indirecte – les taxes comprises dans le prix d'un bien ou d'un service – est la plus élevée. Ces taxes, dont l'essentiel est constitué de la TVA, représentent plus des deux tiers des recettes de l'Etat, et un quart de l'ensemble des prélèvements obligatoires. Elles représentent une part deux fois plus élevée du revenu des ménages les plus pauvres que de celui des plus riches (...)

En moyenne, les 10% des ménages les moins riches consacrent 16.6% de leurs revenus à la fiscalité indirecte, contre moins de 8% pour les 10% des ménages les plus aisés. Alors que, dans le cas des impôts progressifs (l'impôt sur le revenu en particulier) le taux augmente avec le niveau de vie, dans le cas des taxes indirectes, il diminue.

Source : La TVA est-elle juste ? L'Observatoire des inégalités, 2012



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°33

#### Questions simples (10 points):

- 1. Quelles sont les variables lourdes du comportement électoral ? [3 points].
- 2. Qu'est-ce que la démocratie délibérative ? [3 points].
- 3. Donnez la signification des chiffres 6,86 et 2,59 de la dernière colonne (doc1) . [4 points].

#### Question principale (10 points):

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

#### Question principale (10 points):

Montrez que la redistribution opérée par les pouvoirs publics contribue à lutter contre les inégalités.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous.

Document 1: Les prestations en nature des services publics ont un effet redistributif massif.

Bilan de la redistribution sur les niveaux de vie Unité : revenu par équivalent adulte							
Revenu maximum des 20% plus aisés  Revenu maximum des 20% plus aisés							
Avant redistribution	7 080 €	48 540 €	6,86				
Après impôts et prestations	10 380 €	39 280 €	3,78				
Augmenté des transferts en nature des services publics	17 300 €	44 180 €	2,55				
Après taxes indirectes (TVA ,TIPP)	15 010 €	38 910 €	2,59				

Source: Insee, France portrait social éditions 2006 – 2008, France métropolitaine.

TIPP: taxe intérieure sur les produits pétroliers. Elle est perçue sur les volumes et non sur le prix de vente du produit. C'est donc un montant fixe en euros/l qui est perçu sur chaque unité vendue.

**Document 2**:Les services publics de santé, d'éducation et de logement fournissent des prestations en nature gratuites ou subventionnées. Leur rôle dans la réduction des inégalités est central : le montant global de ces services est bien plus important que les prestations monétaires. Au total, ils expliquent 70 % de la réduction de l'écart de revenus entre les plus riches et les plus pauvres. C'est ce qui explique qu'ils ont davantage d'impact sur la redistribution des revenus. Si on prend en compte la valeur en nature de ces services publics, le rapport entre les 20 % les plus aisés et les 20 % les plus pauvres passe de 3,8 à 2,6. Il faut noter que ces données ne mesurent que l'effet sur les revenus de ces services publics. L'école gratuite, les logements sociaux ou les remboursements de soins ne se limitent pas à redistribuer de la richesse, ils permettent également de réduire les inégalités sociales d'accès aux soins ou au logement et d'accroître la mobilité sociale,

Source: Observatoire des inégalités, 12/10/2010 (extrait).



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°34

#### Questions simples (10 points):

- 1. Illustrez par un exemple la gouvernance multi-niveaux. [3 points].
- 2. Montrez que la société civile organisée peut influencer l'action publique. [3 points].
- 3. Donnez la signification des deux premiers chiffres indiqués : -19,2% et -14,8%.( Document 1) [4 points].

#### Question principale (10 points):

Montrez que, selon la conception de l'égalité retenue, l'action des pouvoirs publics pour plus de justice sociale peut être différente.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

#### Document 1:

# SECTEUR PRIVÉ FONCTION PUBLIQUE D'ÉTAT ET SEMI-PUBLIC (ministères et établissements publics) FONCTION PUBLIQUE ET TERRITORIALE FUBLIC FONCTION PUBLIQUE FONCTION

\* Salaires recalculés pour un équivalent temps plein.

Champ: France entière / Source: Insee, Dads, SIASP, DGAFP 2012

#### Document 2 : Les dispositifs d'égalité des chances à l'école sont-ils efficaces ?

Les « parcours d'excellence », annoncés, lundi 18 janvier, pour parrainer les collégiens des réseaux d'éducation prioritaire renforcée (REP +, anciennement ZEP +), ne viennent pas de nulle part : ils sont largement inspirés des « Cordées de la réussite », le principal dispositif d'égalité des chances en matière d'éducation, créé en 2008. Au niveau individuel, le dispositif a favorisé l'ascension fulgurante de certains de ses élèves. Nestaba a été « encordée » en 2008, alors qu'elle entrait en 6ème dans un collège « très difficile » du Havre. « Je n'étais pas impliquée dans mes études, raconte la jeune femme. Grâce au tutorat, j'ai compris qu'elles sont la clé de la réussite. Je n'en serais pas là sans les cordées. » Elle est aujourd'hui dans une école de management au Havre, après un bac STG de comptabilité et un BTS de commerce international qui comprenait un stage à Los Angeles. La jeune femme, qui se rêve « manager à l'étranger ou dans l'événementiel », a fait mentir les statistiques : quand on est comme elle fille d'un père plombier et d'une mère au foyer, on a à peine plus d'une chance sur deux d'arriver jusqu'au bac, alors que les enfants d'enseignants en ont neuf sur dix, d'après l'Insee. Quant aux enfants d'employés ou d'ouvriers, qui représentent 45 % des élèves de 6ème, ils ne sont plus que 36 % parmi les bacheliers et 13 % à entrer en classe préparatoire, indique le ministère.

Source: Le Monde. Fr 18.01.2016 (extrait).



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N° 35

#### Questions simples (10 points):

- 1. Qu'est-ce qu'un régime semi-présidentiel ? [3 points]
- 2. Donnez une définition de la notion de culture politique. [3 points]
- 3. Comparez à l'aide d'un calcul les statuts d'emploi des hommes et des femmes. (document 1) **[4 points]**

# Question principale (10 points):

Montrez les effets de l'hétérogénéité du facteur travail sur le marché du travail.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1. Statut d'emploi et type de contrat selon le sexe et l'âge en 2015 (en%)

	Age Sexe					
	15-24 ans	25-49 ans	50 ans et plus	Hommes	Femmes	Ensemble
Non salariés	2,3	10,3	16,8	14,7	8,2	11,6
Salariés	97,7	89,7	83,2	85,2	91,8	88,4
Contrat à durée indéterminée	43,7	78,6	77,5	73,1	78,1	75,5
Contrat à durée déterminée	31,7	8,6	4,8	7,4	11,4	9,3
Apprentis	16,1	0,2	0,0	1,8	1,0	1,4
Intérimaires	6,2	2,3	0,9	3,0	1,3	2,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectifs (en milliers)	2 089	16 510	7 824	13 658	12 766	26 423

Champ : France (hors Mayotte), personnes en emploi âgées de 15 ans et plus.

Source: INSEE, Enquête emploi.

Lecture : 43.7% des personnes en emploi et âgées de 15 à 24 ans sont des salariés en contrat à durée indéterminée.

#### **Document 2**

Le marché du travail français est fortement segmenté entre les personnes bénéficiant d'un emploi stable et celles qui alternent contrats temporaires et périodes de chômage. Cette précarité se concentre chez les catégories socialement les plus fragiles (non qualifiés, jeunes, mères de jeunes enfants, personnes d'origine étrangère). Ce fonctionnement dual du marché du travail n'est pas spécifique à la France et concerne également les pays du sud de l'Europe, notamment l'Italie, l'Espagne et le Portugal. La littérature économique a montré que ce phénomène pouvait être lié aux institutions du marché du travail et, en particulier, aux écarts de protection de l'emploi entre contrats temporaires et emplois stables. Deux documents de travail notables se concentrent sur la France. Blanchard & Landier (2002) montrent l'effet pervers des contrats à durée déterminée (CDD) sur le fonctionnement du marché du travail. Ils ont pour impact une augmentation de la rotation de la main d'œuvre et une hausse du chômage.

Source : Clémence BERSON et Nicolas FERRARI, "Réduire la segmentation du marché du travail par des incitations financières ?", Documents de travail de la DG Trésor, n°2013-04, octobre 2013, page 4.

Ce suiet doit être impérativement rendu à l'examinateur à la fin de l'énreuve.



Temps de préparation : 30mn

Temps de passage : 20 mn

Sujet N°36

#### Questions simples (10 points):

- 1. Définissez la notion de parité en politique. [3 points]
- 2. Illustrez la dimension rituelle de l'acte électoral. [3 points]
- 3 .Expliquez à quoi correspond le point E. (Document 2) [4 points]

# Question principale (10 points):

Vous montrerez que le taux de salaire n'est pas seulement déterminé par le fonctionnement du marché du travail.

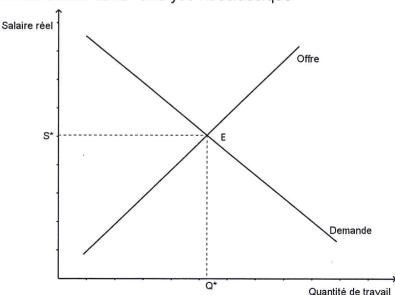
Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous.

#### Document 1

Les mécanismes institutionnels sont déterminants dans la fixation des salaires en France. C'est évidemment le cas du salaire minimum, le SMIC. Il concerne environ 10% des salariés. Plus généralement, 98 % des salariés sont couverts par une convention collective ou un statut (EDF, RATP...) qui fixent des grilles salariales. En effet, l'une des spécificités de la France est la possibilité pour les salariés de profiter des accords signés par les syndicats, même s'ils n'en sont pas adhérents eux-mêmes. En revanche, ces accords collectifs ne fixent pas le montant des primes ou des bonus distribués par les entreprises. La France possède, outre la fixation de minima légaux par l'État, trois étages de négociations : le niveau interprofessionnel, la branche et l'entreprise. Ce sont les branches, organisées au XIXème siècle afin de limiter la concurrence entre entreprises du même secteur, qui jouent un rôle central dans la fixation des salaires. Les années récentes ont vu la montée en puissance des niveaux inférieurs de négociation, à commencer par les entreprises auxquelles la loi du 13 novembre 1982 fait obligation de négocier tous les ans sur les salaires et le temps de travail.

G. Raveaud revue Alternatives économiques p70 n°327 de septembre 2013.

#### Document 2 le marché du travail dans l'analyse néoclassique



d'après : manuel Belin SES-Tale ES éd.2016 p337



Temps de préparation : 30mn

Sujet N°37

Temps de passage : 20 mn

## Questions simples (10 points):

- 1. Quel est l'intérêt du pluralisme politique ?. [3 points]
- 2. Montrez que la notion de répertoire d'action politique ne se résume pas à la pratique du vote [3 points]
- 3. Montrez, à l'aide de calculs appropriés, l'évolution du nombre d'accords de branches et d'accords d'entreprises entre 1983 et 2012 (document 1) [4 points]

# Question principale (10 points):

Montrez que le taux de salaire dépend du résultat de négociations salariales et de l'intervention de l'Etat

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

#### Document 1

Accords (nombre) et thèmes (en % des accords) de la négociation collective en France

		1983	1990	2006	2012
Au niveau national	Interprofessionnel	47	48	44	29
	Branches	901	905	1096	1236
Au niveau des	Nombre d'accords	1955	6479	2498	3879
entreprises	Thèmes <sup>1</sup> (en % des accords)				
	Salaires et primes		58	37	36
	Temps de travail		38	23	23
	Emploi		3	4	9
	Droit syndical		1	10	7
	Participation, épargne,	1		17	26
	Egalité professionnelle	1			18

<sup>1.</sup> Le total d'accords n'est pas égal à 100, soit parce que des thèmes d'importance marginale ne figurent pas dans le tableau (en 2006), soit parce qu'un accord porte sur plusieurs thèmes (en 2012)

Source : d'après Ministère du travail (1983 à 2006) et Bilans et rapports. La négociation collective en 2012, ministère du travail, de l'Emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, juin 2013.

#### Document 2

#### L'Agence France-Presse reste sous la menace de la grève

[...]À l'origine de ce conflit, la renégociation des accords sociaux en vigueur dans l'entreprise, qui est en cours depuis novembre 2013. Les 1 350 salariés de droit français de l'AFP (sur 2 260) travaillent dans un cadre complexe : 117 accords se sont empilés depuis les années 1960.

La direction souhaite parvenir à un accord d'entreprise unique, qui harmonise les temps de travail, actuellement disparates (44 jours de congés pour les journalistes et une cinquantaine pour les techniciens), qui tienne compte de l'évolution des métiers (il n'y a plus de coursiers à l'agence, mais des techniciens audiovisuels, des informaticiens...) ou qui fixe un mécanisme unique d'évolution salariale.

Trois syndicats – CFDT, SNJ et SUD – sont entrés en négociation, mais d'autres, notamment la CGT, s'y opposent. Une situation qui n'empêche pas de conclure un accord (qui peut être signé avec des syndicats représentant 30 % des salariés), mais qui permet aux syndicats qui y sont hostiles de le dénoncer. [...]

Le Monde.fr, 09.07.2015, Par Alexis Delcambre, http://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2015/07/09/la-greve-a-l-agence-france-presse-reconduite-pour-un-troisieme-iour 4677398 3236.html



Temps de préparation : 30mn Temps de passage : 20 mn Sujet N°38

#### Questions simples (10 points):

- 1. Illustrez par un exemple la notion de culture politique.[3 points]
- 2. Expliquez ce qu'est un régime parlementaire. [3 points]
- 3. Quel est le mode de calcul de « 29,3 » (document 1) ? [4 points]

#### Question principale (10 points):

Montrez que les politiques de formation et de flexibilisation permettent de réduire la composante structurelle du chômage.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1

Types d'emplois en France en 2014

	Effectif total	Répartition (%)			
	(milliers)	Ensemble	Femmes	Hommes	15-24 ans
Non salariés	2 968	11,5	8,1	14,7	2,4
Salariés	22 832	88,5	91,9	85,3	97,6
dont:					·
Intérimaires	530	2,1	1,3	2,7	6,3
Apprentis	363	1,4	1,1	1,7	16.0
Contrats à durée déterminée (CDD)	2219	8,6	10,7	6,7	(29,3)
Contrats à durée indéterminée (CDI)	19 721	76,4	78,8	74,2	46,0
Ensemble	25 802	100,0	100,0	100,0	100,0
Temps complet	20 931	81,1	69,2	92,2	75,3
Heures habituellement travaillées		40,6	39,1	41,6	37,3
Temps partiel	4 872	18,9	30,8	7,8	24,7
Heures habituellement travaillées		22,9	23,3	21,3	20,3

Champ: population en emploi de 15 ans ou plus, vivant en France métropolitaine, hors communautés.

Source: Insee, enquête Emploi 2014.

#### Document 2

Un quart des 15-24 ans présents sur le marché du travail sont au chômage, soit 730 000 personnes. La moitié de ces jeunes chômeurs sont dépourvus de diplôme (ou titulaires du seul brevet des collèges). Leur taux de chômage est quatre fois plus élevé que celui des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. Parce que les employeurs ont un préjugé défavorable à leur égard, mais surtout parce que, depuis trente ans, seuls les emplois salariés qualifiés (cadres, techniciens, infirmiers, pompiers, aides-comptables, etc.) ont vu leur nombre augmenter (+ 4,9 millions depuis 1982). Quant aux emplois non qualifiés, ils ont diminué

(- 100 000). Le chômage des jeunes non qualifiés est de type structurel : il tient à la distorsion croissante - que la crise accentue - entre leur insuffisance de formation et le type d'emplois qui se créent. Si bien que le taux d'emploi des jeunes non diplômés entre 15 et 24 ans a été divisé par plus de deux depuis 1982. Seul un sur trois travaille, car les emplois qu'ils auraient pu occuper ont disparu.

Source : Denis Clerc, « Créer de l'emploi dans une France en crise », *Alternatives Economiques*, n° 331 - janvier 2014.



Temps de préparation : 30mn

Sujet N° 39

Temps de passage : 20 mn

#### Questions simples (10 points):

- 1. Illustrez le vote rituel. [3 points]
- 2. Quels sont les effets du mode de scrutin majoritaire sur la sélection des gouvernants.[3 points]
- 3. Vous mesurerez de deux façons l'écart entre le coût de la main d'œuvre horaire de l'Espagne et de la Bulgarie (document 1). [4 points]

#### Question principale (10 points):

# Vous montrerez que les politiques d'allègement du coût du travail permettent de lutter contre le chômage

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

#### Document 1

Coût de la main-d'œuvre<sup>(1)</sup> par heure, et taux de chômage en 2014

Pays	Coût de la main-d'œuvre par heure (en €)	Taux de chômage (en %)
Belgique	39	8.5
France	34.6	10.3
Espagne	21.3	24.5
Pologne	8,4	9
Bulgarie	3.8	11.4

Source pour les taux de chômage : Eurostat

Source pour les coûts de la main d'œuvre: TEF,2016

(1) Coût de la main-d'œuvre : salaires + charges sociales.

#### Document 2

Souvent avancées parmi les causes expliquant le maintien d'un taux de chômage élevé en France, les cotisations sociales ont fait l'objet de plusieurs allégements, principalement en direction des bas salaires.

[..]L'ambition de ces dispositifs est d'abaisser le coût du travail afin que les entreprises augmentent leurs embauches. À ce jour, la seule étude d'envergure sur les effets des allégements des cotisations sociales en France est celle menée par Bruno Crépon et Rozenn Desplatz. Pour l'emploi total, l'estimation moyenne indique que les exonérations de cotisations patronales ont créé ou sauvegardé 460 000 emplois sur la période considérée (1) (en réalité, cette estimation se situe dans une fourchette allant de 255 000 à 670 000 emplois). Les effets sont plus importants dans le secteur des services (310 000 emplois créés, ce qui correspond à une hausse de 5,2% des effectifs) que dans l'industrie (150 000 emplois créés, ce qui équivaut à une hausse de 3,3% des effectifs). La même étude a montré qu'il y a eu un effet de substitution en faveur du travail non qualifié : une réduction supplémentaire d'un point du coût du travail a conduit à une hausse d'environ 0,7 % de la part de l'emploi non qualifié dans l'emploi total.

Cahuc P., Zylberberg A., (2005), L'impact des réductions de cotisations sociales, Les Cahiers français, 327 p. 18-22

(1) de 1993 à 2004



Temps de préparation : 30mn Sujet N° 40

Temps de passage : 20 mn

#### Questions simples (10 points):

- 1. Quels sont les principaux déterminants sociaux de l'abstention ?[3 points]
- 2. Qu'est-ce que la société civile organisée ? [3 points]
- 3. Montrez, à l'aide de calculs, l'évolution différenciée des mesures de politiques actives et de politiques passives de 2010 à 2013 (doc1) . [4 points]

#### Question principale (10 points):

Vous montrerez que les politiques de formation peuvent contribuer à réduire la composante structurelle du chômage.

Vous répondrez à cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous

Document 1 : Dépenses pour les politiques du marché du travail, en millions d'euros

Natures des dépenses	2010	2013
Total des mesures de politiques actives	14 721	12 677
Formation professionnelle	6 342	6 018
Incitations à l'emploi	1 308	585
Emploi protégé	2 112	1 997
Création directe d'emplois	3 902	3 124
Aides à la création d'entreprises	1 056	952
Total des mesures de politiques passives	29 596	32 705
Maintien et soutien du revenu en cas de perte d'emploi	29 399	32 633
Préretraites	198	69

Source: TEF 2016 d'après la Dares

#### Document 2:

Faute de candidats suffisamment qualifiés, « 200 000 à 300 000 recrutements seraient abandonnés chaque année », assurait François Hollande en juin 2013, avant d'annoncer la mise en place, à destination des demandeurs d'emploi, de 100 000 formations prioritaires sur des métiers qui recrutent à court ou moyen terme d'ici à fin 2014.

Le nombre d'offres non satisfaites représenterait de 1 % à 1,4 % des 21 millions de contrats de travail signés chaque année, d'après le chef de l'Etat. Des offres en réalité très hétérogènes: les CDI à temps plein côtoient des CDD de quelques heures (pas forcément « rentables» en raison des coûts de déplacement) et des boulots saisonniers. L'éventuel éloignement géographique du lieu de travail peut décourager les candidats.[..]

Pour autant, il existe bel et bien, dans certains secteurs, une réelle inadéquation entre les compétences nécessaires et celles détenues. Les métiers « verts» et ceux des industries mécaniques, par exemple, manquent de candidats dans les formations initiales. D'où l'importance d'améliorer la connaissance statistique des emplois vacants et de mieux orienter les chômeurs vers ces métiers en tension, notamment les jeunes sans qualification et les chômeurs de longue durée.

Alternatives économiques, hors série n°99 1er trimestre 2014